

Visite du Président IBK à Sobane Da : “Seuls les militaires doivent porter les armes pour défendre leur pays, sécuriser les populations et leurs biens” a averti IBK en rappelant aux populations, les risques de détention illicite des armes de petits calibres

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 14 JUIN 2019

387

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Conférence de presse du FSD

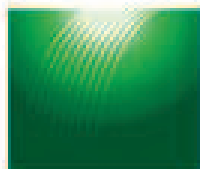
Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie décortique la situation préoccupante de la nation avec la presse nationale internationale



Intervention française au Mali :
“Le sentiment antfrançais est à son paroxysme”



Nommé Secrétaire d'Etat : Le Banico célèbre
Adama Sangaré



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net



Une

Conférence de presse du FSD : Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie décortique la situation préoccupante de la nation avec la presse nationale internationale

P.4

Brèves

Massacre de Sobane : Les enquêteurs de la Minusma sont arrivés sur place

P.11

Séance de travail au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali : Une délégation de La Cefom en visite de travail Au Mali

P.11

IBK sur les tombes des disparus à Sobane-Da : « L'Etat procèdera immédiatement au désarmement de tous ceux qui détiennent illégalement les armes et celui qui refusera de rendre son arme sera sanctionné sévèrement par la loi » dicit IBK aux jeunes de Sobane-Da

P.11

Offensive diplomatique du ministre Tiébilé Dramé : Le chef de la diplomatie malienne appelle l'Onu et la Russie à l'aide

P.12

Attaque à Sobanou : Six suspects arrêtés dans le cadre de l'enquête

P.12

Assassinat du maire de Douékirié : Ils avaient prévenu

P.12

Massacre au Centre du Mali : Deux autres villages dogons attaqués dans le centre

P.13

Commandement du G5 Sahel : Le Gal Hanane Ould Sidi sur le point de quitter

P.13

Ministère de l'Économie Numérique et de la Prospective : Madame Kamissa CAMARA à la rencontre des incubateurs et les blogueurs

P.13

Massacre de Sobane Da : Un deuil national de 3 jours décrété en hommage aux victimes

P.14

Contrôle opérationnel dans la Région de Ségou : Les responsables de Sécurité sur le terrain

P.14

Prorogation de l'année scolaire 2018 /2019 en période hivernale : La mairie de Mopti sur le terrain pour envisager les possibilités.

P.14

Ministère de l'Education Nationale : Les dates des examens fixées.

P.15

Page noire : La culture malienne en deuil

P.15

Actualité

Visite du Président IBK à Sobane Da : "Seuls les militaires doivent porter les armes pour défendre leur pays, sécuriser les populations et leurs biens" a averti IBK en rappelant aux populations, les risques de détention illicite des armes de petits calibres

P.17

Inclusion financière : Le Premier Ministre préside la cérémonie d'ouverture de la 30ème Assemblée Générale de l'Union des Caisses Kafo Jiginew sous le signe redressement de sa situation financière

P.18

Intervention française au Mali : "Le sentiment antifrçais est à son paroxysme"

P.20

Ambassade de Russie à Bamako : La Russie célèbre sa fête nationale

P.21

Politique

La réponse d'Etienne Fakaba à Soumaila Cissé "Maîtresse d'un homme marié" : La fin de mandat des députés de l'Assemblée nationale, la prorogation ou "le chaos".

P.22

Nommé Secrétaire d'Etat : Le Banico célèbre Adama Sangaré

P.23

Culture & société

« **Maîtresse d'un homme marié** » : La série télé qui divise le Sénégal

P.25

International

République de Côte d'Ivoire : Mamadou Touré sans pitié pour Guillaume Soro

P.27

Algérie : L'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal placé en détention provisoire

P.27

Mer d'Oman : Deux pétroliers en feu après une attaque

P.28

Affaire British Petroleum Sénégal : Le procureur général s'exprime sur le dossier

P.29

Xénophobie en Afrique du Sud : L'enfer des diasporas africaines

P.29

RCA : inauguration d'un bibliobus à Bangui

P.30

Sport

Les joueurs les plus chers du monde : Deux africains dans le Top 10

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège - Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass - Faladié (Bamako - Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Directeur de la Publication** : Casimir Sangala

• **Redacteur en Chef** : Amadou TALL

• **Rédaction Générale** : Ali Moro, Karamoko B.

Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire),

Moctar Sow

• **Gérant** : Moctar Sow

• **Service Commercial** : Youssouf Diarra

• **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.11



P.21



P.22





Conférence de presse du FSD : Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie décortique la situation préoccupante de la nation avec la presse nationale internationale

Votre quotidien numérique a préféré vous laisser prendre connaissance du discours liminaire de l'honorable Soumaila Cissé et des différents actes que le fort pose et propose pour la sortie de crise.

FRONT POUR LA SAUVEGARDE DE LA DÉMOCRATIE FSD : CONFÉRENCE DE PRESSE DU JEUDI 13 juin 2019

Mesdames et Messieurs les Journalistes, Mesdames, Messieurs ;

Permettez-moi tout d'abord de m'incliner pieusement devant la mémoire des récentes victimes de SOBANE-Ko et de tous les martyrs de ces derniers mois, victimes d'attaques

lâches et barbares, notamment celles de Koulogon, de Dioura, de Ogossagou, et de tous les villages endeuillés ces derniers temps.

Je vous prie d'observer, en leur mémoire, une minute de silence !

Je vous remercie

**Mesdames, Messieurs ;
L'heure est grave !**

Depuis notre dernière rencontre, l'actualité s'est accélérée avec les recompositions politiques qui ont abouti à la formation du gouvernement actuel et surtout la reprise, avec une accélération incroyable, des actes de vio-

lence qui endeuillent les populations semant le désespoir.

Oui, désespoir des populations innocentes qui se trouvent victimes d'un conflit qui leur est totalement étranger.

Les diagnostics tardifs du gouvernement en rajoutent à la confusion.

Notre rencontre se tient au lendemain du drame de SOBANE-Ko, mais aussi, coïncidence terrible, avec la publication du Rapport de la MINUSMA sur un autre drame, celui de Koulongo qui stigmatise la faiblesse des enquêtes, l'absence de dialogue et la persistance de l'impunité.

Notre rencontre coïncide surtout, avec la publication du Rapport du Secrétaire Général de l'ONU qui se dit consterné par la récente multiplication des actes de violence dans le centre du Mali, actes qui touchent de plus en plus des civils, et demande aux autorités d'intensifier la coordination de leurs efforts afin de protéger les civils. Il appelle donc de nouveau les autorités maliennes à redoubler d'efforts pour mettre fin à l'impunité.

Au cours du 1er trimestre 2019, le Rapport trimestriel, publié avant le drame de SOBANE-Ko fait le bilan suivant : 67 soldats maliens

tués et 51 blessés, 4 casques bleus tués et 12 blessés, 43 combattants armés tués et 17 blessés, 333 civils tués et 175 blessés.

Notre rencontre coïncide enfin avec les arrestations sélectives d'activistes à qui on reproche diffamations et injures.

Mesdames et Messieurs les Journalistes,

La détérioration de la sécurité dans le centre du pays a de quoi nous alarmer, car, l'ampleur de la violence a atteint des seuils jamais vus dans notre pays, et les évaluations contradictoires du gouvernement rajoutent à la confusion.

Aujourd'hui, l'insécurité a atteint un seuil intolérable qui menace la survie voire l'existence même de notre pays.

La vie est devenue presque impossible dans les ¾ de notre pays. Malgré tous les efforts de nos Forces armées et de leurs partenaires, l'insécurité s'amplifie au point où la sécurité des personnes et de leurs biens est devenue la priorité des priorités.

En pleine ville, en plein jour et, en plein marché, on égorge un citoyen.

A l'hôpital, on achève des malades et on assassine leurs accompagnateurs.

En pleine ville, on enlève un Maire, on le séquestre et le blesse mortellement.

Au milieu de la capitale, un assaillant tente de pénétrer dans l'une des enceintes les plus sécurisées du pays : l'EUTM.

On peut multiplier les cas d'enlèvements, de tueries ciblées et autres exactions sur de paisibles citoyens. La digue s'est rompue.

C'est pourquoi, nous disons, qu'en dépit de tous les efforts de nos Forces armées et de sécurité ainsi que de leurs partenaires, il est grand temps que le gouvernement sorte des incantations pour faire de la sécurité des personnes et de leurs biens une priorité réelle, pas dû faire-semblant.

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui nous souhaitons vous entretenir sur :

L'Accord Politique de Gouvernance ;

La prorogation du mandat des Députés ;

La Révision de la Constitution du 25 février 1992 ;

Le Dialogue National Inclusif.

I- L'ACCORD POLITIQUE DE GOUVERNANCE

C'est à la suite du constat de graves périls planant sur la Nation et de la nécessité subséquente d'une union sacrée autour du Mali que le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) a demandé, avec insistance, l'instauration « d'un Dialogue National Inclusif » avec toutes les forces politiques et sociales significatives du Mali dont la finalité serait d'établir un diagnostic précis des maux dont souffre notre pays en vue de leur apporter des solutions efficaces et pérennes.

A cet effet, le Communiqué conjoint FSD – COFOP, publié le 19 avril 2019, indiquait que « Conscients des délais de préparation d'un tel dialogue, nous proposons que soit adopté sans délai et préalablement à toute autre initiative, un Accord politique clair de partage de responsabilités assorti d'une feuille de route transparente connue de tous ». (Document 1)

La longue quête de cet accord politique a connu des moments importants, notamment la rencontre entre le Président de la République et le Chef de file de l'opposition politique suivie d'autres rencontres avec plusieurs responsables politiques, ainsi que les discussions engagées par le Premier ministre autour du document élaboré par le FSD intitulé : « ACCORD POLITIQUE ET FEUILLE DE ROUTE ». In fine, sans aucune information préalable, et de manière discourtoise pour ses rédacteurs initiaux, ce document a été remplacé par un autre texte où était purement et simplement biffée toute la partie relative au « Partage de responsabilités ».

Il a également été vidé de sa substance dans une partie importante de la Feuille de route. De plus, le nouveau texte comporte, dans son préambule, des affirmations inexactes.

Au total, ce texte se ramenait substantiellement à la révision constitutionnelle et à la prorogation du mandat des Députés qui en étaient les préalables alors que le FSD souhaitait une approche plus globale et plus ambitieuse pour le Mali.

Le désaccord entre le FSD et le pouvoir devenait dès lors difficile à surmonter. C'est ainsi que le Président du FSD a adressé, le 1er mai 2019, une lettre au Premier ministre pour lui « confirmer à nouveau que le FSD, en tant qu'entité n'est pas signataire du document dit « Accord Politique de Gouvernance ». (Docu-

ment 2)

Telle est la position du FSD qui est, et demeure, un regroupement politique de l'opposition.

Par conséquent, conformément à la loi régissant le statut de l'Opposition, ses membres sont de l'opposition et ne peuvent ni siéger au Gouvernement, ni soutenir son action.

A cet égard, il est regrettable qu'au cours de la cérémonie de signature de « l'Accord politique de Gouvernance », une confusion semée par le maître de cérémonie et certains signataires ait pu induire en erreur de nombreuses personnes dont des militants de notre regroupement, quant à une prétendue adhésion du FSD audit accord.

TRES CLAIREMENT : LE FSD N'EST PAS SIGNATAIRE DE L'ACCORD POLITIQUE DE GOUVERNANCE !

II- LA PROROGATION DU MANDAT DES DEPUTES

Décidée par le Conseil des ministres extraordinaire du vendredi 7 juin 2019, la prorogation du mandat des députés est d'abord une violation grave de l'Accord Politique de Gouvernance mais aussi et surtout une négation des prérogatives du Dialogue Politique Inclusif.

En effet, dans le chapitre I de l'Accord Politique de Gouvernance, l'Article 2, Alinéa 5, indique clairement que le Programme d'actions du Gouvernement sera articulé autour des axes suivants:

« L'organisation de consultations référendaires, des élections législatives, locales et régionales dans les délais convenus lors du dialogue politique inclusif ».

Nonobstant cette disposition claire, le Gouvernement ôte au Dialogue « Politique Inclusif » tout pouvoir de connaître de la date des élections législatives en imposant son propre agenda.

Une telle violation par le Gouvernement de ses propres engagements sur une question aussi substantielle nous édifie sur sa conception instrumentaliste du Dialogue « Politique » Inclusif.

Pour cette première raison, le FSD rejette la prorogation du mandat des députés.

Une deuxième raison de notre refus d'adhérer au projet est la violation flagrante de notre Constitution.

Au-delà du débat qui a opposé les constitu-

tionnalistes sur le respect de la légalité par la Cour constitutionnelle elle-même dont l'avis avait servi de base juridique à la première prorogation, il est symptomatique de constater que l'avis de la haute juridiction n'a pas été sollicité cette fois-ci.

Il se murmure, qu'en vérité, des membres de la haute juridiction, en quête de restauration d'un minimum de sa crédibilité perdue, ont refusé de suivre le Gouvernement dans ses errements.

Cette fois-ci donc, l'habillage juridique manque.

Il ne reste donc, et c'est notre troisième raison, qu'un argument politique bancal, selon lequel je cite :

« L'évaluation de la situation politique et sécuritaire du pays révèle la persistance des difficultés et contraintes qui ne permettent pas la tenue d'élections législatives régulières et transparentes. Dans ce contexte et conformément à l'Accord Politique de Gouvernance, le projet de loi organique adopté, proroge jusqu'au 02 mai 2020 le mandat des députés de la Vème législature afin de réunir les conditions optimales à la bonne organisation des élections. », Fin de citation.

Mesdames, Messieurs,

Le bon sens oblige alors, à s'interroger sur les conditions dans lesquelles l'élection présidentielle a été organisée dans un tel contexte et comment faire pour la consultation référendaire qui s'annonce.

Il y a lieu de s'interroger sur ce que le gouvernement a fait des 6 mois de la 1ère prorogation.

Pendant ces 6 mois, chacun peut constater une aggravation sans précédent de l'insécurité dans le centre du pays, notamment avec les massacres de Koulogon et d'Ogossagou, puis celui intervenu le 10 juin à SOBANE-Ko.

Ces attaques qui ont fait des centaines de morts, conjugués avec les vols massifs de bétail ont vidé le Centre d'une bonne partie de sa population, toutes ethnies confondues.

La situation est quasiment similaire dans le Gourma et dans le Nord-est du pays. Le plan de sécurisation du Centre apparaît, à cet égard, comme un échec patent : le nombre de localités où l'Administration est absente ne faisant qu'augmenter depuis les dernières élections présidentielles.

On ne connaît encore rien du cadre politique sur la question du Centre récemment mis en place par le Gouvernement.

Dans ces conditions, quelle garantie a-t-on qu'une nouvelle prolongation du mandat des députés permettra de créer les conditions d'élections apaisées et transparentes ?

Il ne saurait plus être question de croire à un nouvel engagement d'un pouvoir qui n'a su organiser en six années ni les élections communales sur l'ensemble du territoire, ni les élections locales, et encore moins, les élections régionales.

Seul le scrutin qui intéressait personnellement le Président de la République a pu être organisé dans des conditions désastreuses.

III- LA REVISION DE LA CONSTITUTION DU 25 FEVRIER 1992

Outre l'absence de visibilité sur les motivations et les objectifs de la Révision constitutionnelle, faute de message clair du Président de la République, il est clair, aux termes de l'article 118 alinéa 3 de la Constitution en vigueur que : « Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire. »

Avant donc tout referendum sur la révision de la Constitution, il faut d'abord assurer l'intégrité du territoire en libérant Kidal et en le faisant revenir dans le giron national.

La présence d'un Gouverneur, qui reconnaît n'avoir aucun moyen coercitif à sa disposition, les conditions de voyage et de séjour des plus hautes autorités dans cette localité, le fait pour le Président de la République de n'avoir pu s'y rendre qu'une seule fois, non pas en sa qualité de Chef de l'Etat mais comme candidat à l'élection présidentielle et sans ses éléments de sécurité, l'interdiction faite aux Famas de s'y rendre, sont autant d'éléments objectifs sur Kidal occupée.

De surcroît, la révision constitutionnelle devrait être l'aboutissement du dialogue politique envisagé. Il ne peut donc être organisé avant.

IV- LE DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF

Nous avons déjà donné l'exemple de la prorogation du mandat des députés pour démontrer le manque de sincérité du Gouvernement dans l'organisation du Débat national Inclusif.

A cela s'ajoute deux autres faits majeurs qui

nous confortent dans cette analyse :

1- L'initiative illégale de la Commission Lois de l'Assemblée nationale qui a organisé des écoutes en usurpant les prérogatives d'une éventuelle Commission spéciale qui, aux termes du Règlement intérieur du Parlement est présidée par un député de l'Opposition ;

2- La désignation unilatérale par le Président de la République, des personnalités chargées de conduire le processus du dialogue politique inclusif et du Président du Comité d'Organisation, au mépris de toutes les mesures d'inclusivité, et de l'esprit des discussions avec le Chef de file de l'opposition politique.

Ce besoin d'inclusivité a été d'ailleurs rappelé par le chef de file de l'Opposition au Président de la République par lettre du 21 mai 2019, en ces termes : « Sur le « dialogue politique inclusif », nous voudrions attirer votre attention sur les mesures indispensables à prendre pour assurer l'inclusivité réelle du processus.

Parmi celles-ci, l'organe de pilotage et son premier responsable doivent faire l'objet d'une attention particulière et d'un large consensus. A cet égard, il me plaît de vous rappeler les termes de la lettre du 08 mars 2019 qui stipulait :

« La nécessité de désigner tel que convenu, dans un bref délai, une équipe restreinte de Sherpas. Cette équipe sera chargée de préparer vos décisions et de vous proposer un projet de document de la rencontre nationale : termes du Forum, format, durée, facilitateur. »

En violation flagrante des engagements pris, le Président de la République maintient sa propension à décider seul, de tout, au mépris des engagements qu'il a pris avec des partenaires politiques, engagés à apporter leur contribution au relèvement d'un pays meurtri par des années d'errements.

Mesdames et Messieurs les Journalistes,

C'est au regard de la mesure de tous les périls qui assaillent notre nation sur les plans sécuritaire, politique, social et économique, que nous avons accepté d'ouvrir la porte du dialogue !

Nous avons, donc, en toute responsabilité, accepté « la main tendue » pour promouvoir un dialogue républicain de sortie de crise.

La plus urgente mesure de sortie de crise était la tenue indispensable d'un dialogue politique

national inclusif, pour permettre à tous les Maliens de se parler afin de sauvegarder l'essentiel, aujourd'hui, dangereusement menacé par une crise multidimensionnelle sans précédent.

Nous réitérons cette exigence d'un dialogue national inclusif.

Notre rôle au regard de la responsabilité et la confiance du peuple nous imposent des compromis, mais pas de compromissions, ce, pour le respect de nos partenaires politiques et dans l'intérêt du peuple malien.

Nous l'avons dit, il y a quelque temps, nous le réaffirmons encore :

Nous taire aujourd'hui, serait une trahison !

Ne pas agir, serait également d'une lâcheté infinie !

Aussi, Mesdames, Messieurs ;

Nous souhaitons :

. Que le pouvoir en place se rende compte que notre pays n'est plus un pays normal, qu'il écoute le cri de détresse du peuple dans ses doléances et ses exigences!

. Qu'il écoute enfin la voix des Amis du Mali, de plus en plus désespérés de voir notre pays aller à vau-l'eau vers un naufrage national irréversible !

Quant à nous :

Aux côtés des Patriotes de tous bords, nous œuvrerons à la dynamique de sortie de crise. C'est pourquoi, nous entreprendrons toute action nécessaire pour sauver notre pays.

Il y va de la survie même du Mali et de l'avenir de nos enfants !

Je vous remercie.

A la suite de la démission de Soumeylou Boubeye Maiga, les deux mouvements (CoFoP et FSD) ont fait un communiqué conjoint dont votre quotidien numérique vous rappelle le contenu ici.

COMMUNIQUE CONJOINT COFOP - FSD

Nous, Coalition des Forces Patriotiques (COFOP) et Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) réunis en séance extraordinaire ce jour 19 avril 2019 :

- Prenons acte de la démission du Premier ministre Soumeylou Boubeye Maiga et de son Gouvernement à la suite d'une mobilisation exceptionnelle du peuple malien à l'appel du

respecté Imam Mahmoud Dicko sous le haut parrainage du vénéré Cherif de Niour, de nos deux organisations, d'autres partis politiques, des activistes et d'une frange importante de la société civile ;

- Nous réjouissons que cette dynamique populaire ait été parachevée par le dépôt d'une motion de censure soutenue par de nombreux Groupes parlementaires de l'Assemblée nationale du Mali ;

- Considérons cependant que la démission du Gouvernement n'est qu'une étape de notre lutte pour plus de justice sociale, une meilleure gouvernance dans un Mali uni, prospère et en paix ;

- A cette fin, réitérons notre demande d'instaurer un dialogue national inclusif avec toutes les forces politiques et sociales significatives du Mali dont la finalité serait d'établir un diagnostic précis des maux dont souffrent notre pays et de leur apporter des solutions efficaces et pérennes ;

- Conscients des délais de préparation d'un tel dialogue, proposons que soit adopté sans délai et préalablement à toute autre initiative, un Accord politique clair de partage de responsabilités assorti d'une feuille de route transparente connue de tous ;

- Saluons l'engagement de tous nos compatriotes dont l'engagement et la détermination ont permis d'amorcer les changements en cours et dont la vigilance permettrait leur parachèvement dans l'intérêt bien compris du peuple malien.

- réaffirmons notre détermination à conjuguer nos efforts pour aborder et gérer cette phase décisive de la vie de notre peuple qui aspire à un Mali apaisé, uni et prospère

- Enfin la Coalition des Forces Patriotiques (COFOP) et le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) appellent l'ensemble des forces patriotiques à se retrouver dans un vaste mouvement national pour restaurer la dignité du peuple malien.

Bamako, le 19 avril 2019

Pour la Coalition des Forces
Pour le Front pour la Sauvegarde
Honorable Soumaila CISSE

Patriotiques (COFOP) de la Démocratie (FSD)
M. Mamadou TRAORE

Ce communiqué conjoint a été suivi par un projet d'accord politique, qui, selon les membres de la coalition CoFoP-FSD, a été mis à la poubelle par IBK et son PM. A lire l'Accord ici.

ACCORD POLITIQUE ET FEUILLE DE ROUTE

VERSION INITIALE PROPOSÉE PAR FSD ET CFOP

CETTE VERSION A ÉTÉ PUREMENT ET SIMPLEMENT MISE À LA POUBELLE PAR IBK

Conscients des périls qui menacent l'Etat et la Nation, les signataires du présent accord ont convenu de l'instauration d'un dialogue national inclusif avec toutes les forces politiques et sociales significatives du Mali dont la finalité serait d'établir un diagnostic précis des maux dont souffrent notre pays en vue de leur apporter des solutions efficaces et pérennes ;

À la suite de la démission du Gouvernement le 18 avril dernier, les signataires, conscients des délais de préparation d'un tel dialogue, ont proposé que soit adopté immédiatement et préalablement à toute autre initiative, un Accord politique clair de partage de responsabilités assorti d'une feuille de route transparente connue de tous ;

Le président de la République, en retour, a marqué son accord sur les points suivants :

I- DANS LE CADRE DE L'ACCORD POLITIQUE DE PARTAGE DE RESPONSABILITES :

Le partage de responsabilités devrait permettre à toutes les sensibilités significatives de notre société de réaliser l'union sacrée et d'endosser collectivement la difficile gestion de sortie de la crise multidimensionnelle que traverse le Mali. Le choix judicieux des hommes capables d'assumer ces missions est la condition sine qua none du succès.

A cette fin il faudrait :

1- Définir le profil et identifier ensemble un Premier ministre, Chef de Gouvernement à même de faire face aux défis du moment ;

2- Avoir des échanges approfondis sur la structure du gouvernement et les profils des ministres qui doivent avoir des compétences avérées et une éthique reconnue ;

3- déterminer ensemble les quotas de ministres de la majorité, de l'opposition et de la société civile ;

4- définir le rang protocolaire des membres du gouvernement.

II- AU TITRE DE LA FEUILLE DE ROUTE :

Les principales actions à mener porteront sur :
1- l'organisation sans délai (autre que celui nécessaire à la bonne préparation qui ne saurait dépasser un (1) mois) d'un dialogue national inclusif avec toutes les forces politiques et sociales significatives du Mali.

2- la Poursuite de la mise en œuvre diligente de l'Accord pour la Paix et de Réconciliation issu du Processus d'Alger dans le cadre d'une appropriation nationale du processus de paix. Ainsi l'Accord pour la paix, dans sa mise en œuvre doit :

- a) écarter tout risque ou germe de partition du Mali à court, moyen et long termes ;
 - b) insister sur le lutte contre l'insécurité sur l'ensemble du territoire national et sur l'indispensable réconciliation nationale, afin de recoudre le tissu social et le vivre ensemble ;
 - c) mobiliser le peuple malien dans toutes ses composantes afin de reprendre en main son destin, de réaffirmer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national, et inviter tous les partenaires à l'y accompagner ;
- 3- la mise en œuvre de mesures urgentes pour sauver l'année scolaire et apporter des solutions pérennes aux crises récurrentes de

l'Ecole en lien avec les dispositions communautaires régissant le secteur ;

4- la Conduite dans le consensus des réformes politiques, institutionnelles, économiques et sociales indispensables pour la consolidation de la démocratie, la stabilisation du pays et le progrès économique pour tous ; (modernisation et rationalisation des institutions ; révision consensuelle de la Constitution du 02 février 1992 ; relecture des textes et création d'un organisme indépendant de gestion des élections ; mode de scrutin ; découpage territorial...)

5- la stabilisation du centre et du nord du Mali: par la mise en œuvre de mesures efficaces de sécurisation (FAMAS et Forces internationales) et d'un processus politique de dialogue intra et intercommunautaire, redéploiement de l'État et des services techniques et sociaux ;

6- la restauration de la paix sociale à travers le règlement diligent des nombreux conflits sociaux et assurer la fourniture correcte des services sociaux de base comme l'éducation, la santé, la sécurité, la justice... sur toute l'étendue du territoire national ;

7- l'assainissement et la gestion rigoureuse des finances publiques soutenue par une lutte implacable contre la corruption, la gabegie et la délinquance financière ;

8- la lutte contre l'impunité, le népotisme, toutes les formes d'injustice et la mauvaise

gouvernance par la Réhabilitation de la Justice en faisant de l'exemplarité et de la redevabilité les référentiels de l'action publique ;

9- le respect de nos valeurs sociétales et religieuses.

10- l'adoption de mesures fortes contre l'incivisme et l'indiscipline ;

Un mécanisme très précis de suivi – évaluation sera mis en place pour l'exécution correcte dans les délais qui seront précisés dans la feuille de route de toutes les mesures arrêtées.

Bamako, le.....

ONT SIGNE :

Le Président de la République

Pour le FSD
Le Président

Pour la CoFoP
Le Président

Enfin à découvrir dans votre rubrique "Document" les différentes correspondances qui ont fait l'objet d'échanges avec la Présidence de la République, L'Assemblée Nationale et le FDS.

Découvrez la nouvelle plateforme



La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



Dialafan Mady Kéïta

Au Mali,
Chaque jour est né: un mouvement, un club, une coalition, une plateforme ou un parti pour ne rien naître.



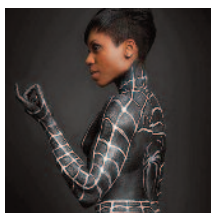
Siramary Konaré

La MINUSMA brille au Mali par ses «enquêtes après massacres des civils», mais pour la prévention elle reste sans traces. À la MINUSMA de se rappeler que l' action la plus utile dans le cadre de la protection des droits humains est la PRÉVENTION.



L'ami du peuple

LE PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHES ET DELEGATION DE SERVICES PUBLIC VIENT D'ENVOYER LE DOSSIER DE DÉTOURNEMENT DE 354 MILLIONS COMMIS PAR LE MINISTRE BABER GANO, LE PDG DE L'OFFICE DU NIGER ET SON DAF AU POLE ÉCONOMIQUE



Alassane Ba, President de cette autorité a tenu contre toutes les pressions et intimidations.

Il a travaillé sur ce dossier de détournement en deux mois, en investiguant et en faisant passer à l'audition tous les mis en cause le mois dernier.

Il a refusé les pots de vin, les postes de promotion mais il a fini par envoyer au Procureur du Pole Économique sous pli confidentiel le 21 Mai dernier le dossier qui sent un montage financier éhonté d'un ministre (Baber Gano), un PDG (Mamadou Mbaré Coulibaly), un DAF (Oumar Touré) portant sur 354 millions qu'ils ont volé, sans support, au niveau de trois comptes bancaires de l'Office du Niger pour ne pas se faire remarquer par une des banques vu la monstruosité du montant en trois mois :

- Ordre de virement de 145 millions à ECOBANK
- Ordre de virement de 129 millions à la BNDA
- Ordre de virement de 100 millions à la BDM.SA

QUE VA FAIRE LE PM BOUBOU CISSE ?

L'Accord du Premier Ministre, Boubou Cissé traite dans son préambule de « l'assainissement et la gestion rigoureuse des finances publiques, le tout soutenu par une lutte implacable contre la gabegie, la corruption et l'enrichissement illicite »

L'Article 4 est sans ambage pour les cadres délinquants : "En cas de faute professionnelle pouvant entacher la réputation du Gouvernement ou d'un crime ou délit flagrant, le Premier ministre et le regroupement dont est issu le ministre concerné, se concerteront pour proposer son remplacement au Président de la République". Le PM et donc servi !

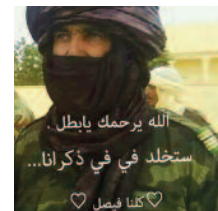
QUE VA FAIRE LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE DE LA COMMUNE 3, PROCUREUR ANTICORRUPTION ?

Diawara a croqué des activistes ces derniers temps ; il a depuis le 21 Mai un dossier des suceurs de l'économie malienne. Pourra-t-il jouer le fer de lance du vœu de Ibrahim Boubacar Keita, une lutte implacable contre la corruption et la mal gouvernance, cause de tous ces malheurs qui nous arrivent sans compréhension !

Fahad Ag Almahmoud

Entendu sur France 24: 50 morts en Utouri et c'est pas un titre. Prions pour que les tueries de masses ne soient pas des choses ordinaires chez nous.

Juste pour vous dire que ce monde est éphémère. " J'ai perdu tout espoir de mourir " Allahou Akbar, je vous assure que vous allez mourir chez doyen.



Un homme de 179 ans découvert en Inde : « La mort m'a oublié »

« Mes petits-enfants sont morts il y a des années. En quelque sorte, la mort m'a oublié »

Mahashta Mûrasi est un indien qui affirme être né en 1835. il est non seulement l'homme le plus vieux du monde mais aussi l'homme qui a vécu le plus longtemps depuis l'histoire de l'humanité (après le Guinness World Records).

Selon les infos transmises, l'homme serait né à Bangalore le 6 janvier 1835. De 1903, il a vécu à Varanasi, où il a travaillé jusqu'en 1957, jusqu'à sa retraite à 122 ans.

Selon WorldNewsDailyReport.com tous les documents officiels permettant d'identifier cet homme soutiennent sa version, Mes petits-enfants sont morts il y a quelques années", a déclaré Mûrasi. "D'une certaine façon, la mort m'a oublié. Et maintenant, j'ai perdu tout espoir de mourir ! "

Allahou Akbar



Quand je vois combien les services de certains pays détruisent le Mali, je me demande à quoi servent les nôtres ?

La France appelle le Mali à redoubler d'efforts...centre. L'adage dit: on ne dit pas à quelqu'un d'aimer sa mère.

L'armée c'est pour sécuriser la population et le territoire. Ce n'est pas pour sauto-sécuriser.

Les condamnations ne sauvent pas les vies humaines.

Les Imghads, les Idaksahaks, les Peuls, les Dogons, 4 Communautés victimes de la terreur sous les yeux des maliens et de l'ONU.

Figaro du Mali

Redéploiement de la Minusma inutile au centr est synonyme d la création d'une Zone Tampon pour mieux diviser le Mali Kibili Demba

Prorogation du mandat des députés : Un bloc se dresse déjà en face du projet

Ce mercredi 12 juin 2019 se serait tenue une rencontre à la Pyramide du Souvenir contre la prorogation du mandat des députés. Cette conférence aurait été initiée par un mouvement dénommé "An Tala-Anko An Faso" qui compterait s'ériger pour la défense de la Constitution.

Elle regrouperait plusieurs partis politiques tels que l'URD, le CNID-FYT, le CNAS-FASO Herè, le MPR, les FARE, la coalition CMD, le MODEC, le FAD, le FSD, l'ADP-Maliba, le SADI, l'APM-Maliko, le FCD quelques associations.

Selon les réactions recueillies, tous rejetteraient la prorogation du mandat des députés et se seraient engagés à entreprendre des actions conjuguées pour combattre ledit projet de loi.



Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

SOKHONA NIANE

Après le massacre de Sobanou, le Zeme échec de ce gouvernement de top modèle est son incapacité a organisé les législatives.

ANGA TA DRON

Soumi a donné le ton, antè wa Antisson.

S'ils touchent a notre constitution on va les touché.

A fora, a bana.

Le FSD vient de refuser fermement la prorogation du mandat des dé-



putés.

Source: Soumaila Cissé

L'accord politique est une véritable escroquerie dixit Choguel K Maiga. MALICK KONATE

Bankass commune de Sokoura zone de Wakambe est sous le feu depuis hier plus précisément à Boundeherou. Bilan provisoire : 6 morts Les assaillants sont toujours dans les parages.

Source : Habitant

Mamadou Ismaila KONATE

Mamadou Ismaila KONATE a retweeté larmes des pauvres

Ça va se généraliser en bataille rangée et en une véritable guerre civile. Question :

qui a bien pu doter les milices en armes si lourdes qui proviennent de stocks d'armements appartenant à des États qui les ont acquis initialement ainsi que les munitions. Curieuse rébellion !

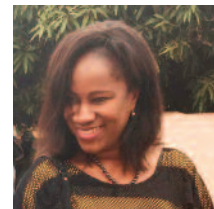


Aïssata Hawoye MAIGA

Aïssata Hawoye MAIGA a retweeté Amadou Ndiaye

Il est certes bon expert. Je crains juste que le sens politique requis pour ce poste à ce moment de notre histoire ne lui fasse défaut. Il aurait fait un bon PM pour la reconstruction après guerre. Pour la sortie de crise, j'ai un doute...

Aïssata Hawoye MAIGA ajouté,



Amadou Ndiaye @AmadouN84836071

Nous devons aider le premier ministre docteur boubou cisse qui s'évertue pour ramener la paix et la sérénité dans la venise malienne. IL gère la crise avec dextérité en cause il donne une sens à la responsabilité de l'état.

13:12 - 12 juin 2019 depuis Maurepas, France

Massacre de Sobane : Les enquêteurs de la Minusma sont arrivés sur place



Une équipe de la MINUSMA, composée d'enquêteurs de sa Division des Droits de l'homme et de la protection, mais aussi de la Police des Nations Unies et de son unité de Police technique et scientifique, a été dépêchée dans le village de Sobane, dans la région de Mopti.

Cette équipe a pour mission de mener une enquête qui permettra d'établir les faits survenus lors de l'attaque dudit village, le 09 juin dernier et qui a coûté la vie à plusieurs dizaines de civils, dont des femmes et des enfants.

À l'instar des conclusions obtenues à l'issue des enquêtes sur les attaques des villages de Koulogon et d'Ogoussagou, celles-ci seront également transmises à la justice malienne, compétente pour mener des enquêtes judiciaires, afin de juger et condamner les coupables de ces crimes.

Séance de travail au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali : Une délégation de La Cefom en visite de travail Au Mali



Une délégation de la Coordination des Elus Français d'Origine Malienne (CEFOM), composée de Madame Sokone NIAKHATE, Conseillère Départementale Déléguée, Madame Djénéba KEITA, Adjointe au Maire de Montreuil et Monsieur Lamine CAMARA, Conseiller Régional, Adjoint au Maire de Grigny effectuée depuis le 09 juin 2019 une visite à Bamako.

IBK sur les tombes des disparus à Sobane-Da : « L'Etat procédera immédiatement au désarmement de tous ceux qui détiennent illégalement les armes et celui qui refusera de rendre son arme sera sanctionné sévèrement par la loi » dixit IBK aux jeunes de Sobane-Da



Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita a passé la matinée du jeudi 13 juin 2019 sous les arbres à Sobane Da avec les familles des victimes du massacre de la nuit du 9 au 10 juin 2019. A son arrivée dans le village sinistré, le Chef de l'Etat s'est d'abord recueilli sur les tombes des disparus (11 adultes et 24 enfants). IBK a ensuite visité les lieux des massacres pour constater la gravité de l'attaque (du bétail et des équins calcinés, maisons, cars et greniers de stockages de réserves alimentaires incendiés, des objets privés consumés par le feu). Le bilan global de source officielle fait état de 35 morts. Le Président IBK était accompagné d'une forte délégation dont le Cardinal Jean Zerbo, qui a prié sur les tombes des disparus pour le repos éternel de leur âme. Son Eminence a également prié le Seigneur pour qu'il préserve le Mali d'autres malheurs, de la vengeance, de la haine, « En nous retrouvant ici avec le Président de la République et toute la délégation qui l'accompagne, en nous trouvant ici entre ceux qui sont touchés directement par ce conflit, nous voulons bien simplement encore te demander pardon Seigneur, pardonne-nous Seigneur. Ceux qui s'adonnent à ce comportement, nous te prions Seigneur, touche leur cœur" a longuement loué le Seigneur, le Cardinal Jean Zerbo.

Après la prière sur les tombes, le Chef de l'Etat a longuement échangé avec les populations

■ Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République

Dans ce cadre, le lundi 10 juin, elle a eu une séance de travail au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali, sous la présidence de Mahamane Amadou MAIGA, Secrétaire Général du département, et en présence de SEM Toumani Djimé DIALLO, Ambassadeur du Mali en France.

Offensive diplomatique du ministre Tiébilé Dramé : Le chef de la diplomatie malienne appelle l'Onu et la Russie à l'aide



Après le massacre de Sobane da, le Mali lance une offensive diplomatique auprès de l'Onu mais aussi de la Russie. Cette coopération entre Moscou et Bamako peut-elle vraiment changer la donne dans la région ?

Après le massacre d'au moins 35 personnes dont 24 enfants en début de semaine dans le centre du Mali, le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est penché, mercredi soir, sur la situation dans le pays.

Devant l'Onu, Tiébilé Dramé, le chef de la diplomatie malienne, a déploré le regain de violences depuis le début de l'année et a réclamé un renforcement de la présence étrangère dans la région. Un renforcement "aux côtés des forces de défense et de sécurité du Mali, afin de contribuer à protéger les populations civiles et leurs biens, [...] pour permettre le retour de l'administration et des services sociaux de base".

Mais il n'y a pas qu'à l'Onu que Tiébilé Dramé demande de l'aide. Avant New York, le chef de la diplomatie malienne a fait escale, en début de semaine, à Moscou où il a rencontré son homologue russe, Sergueï Lavrov. Ce dernier a annoncé que son pays était prêt à accroître la coopération militaire avec Bamako et ce, dans le cadre d'une coopération renforcée de la Russie au développement du Mali.

La présence russe pourrait-elle être une solution pour le Mali ? Éléments de réponse avec Boubacar Salif Traoré, spécialiste des questions de défense et de sécurité.

Attaque à Sobanou : Six suspects arrêtés dans le cadre de l'enquête

Six personnes suspectées être impliquées dans l'attaque de Sobanou ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête ouverte sur cet assaut contre ce village du centre du Mali qui a fait officiellement 35 morts, annonce le gouvernement malien dans un communiqué publié mercredi «Six (06) personnes ont été interpellées suite à des contrôles de routine, dont deux (02) par la MINUSMA», précise le communiqué avant d'ajouter que les suspects ont été arrêtés mardi et remis à la gendarmerie de Mopti qui devrait les transférer à Bamako la capitale. Le procureur du pôle spécialisé dans la lutte antiterroriste, Boubacar Sidiki Samaké, qui s'est rendu sur les lieux à Sobanou, a assuré que toute la lumière serait faite sur cette attaque.

Assassinat du maire de Douékiré : Ils avaient prévu



Sur une vidéo rendue publique quelques jours auparavant, deux hommes, se réclamant d'une dissidence du MNLA, proféraient déjà des menaces contre le défunt maire de Douékiré, Oumar Abocar Touré. Ils l'accusaient d'être à l'origine de l'arrestation de certains de leurs camarades et le traitaient de tous les noms d'oiseau.

Ils menaçaient, dans une langue locale, d'attenter à sa vie. Ces deux hommes qui parlaient à visage découvert, armés jusqu'aux dents, ont, apparemment, mis à exécution leur sale besogne en passant, finalement, à l'acte.

La fille du défunt Maire Oumar Abocar Touré

Dans la journée de dimanche, 9 juin, ils ont enlevé le maire, devant son domicile, en présence de son épouse, avec laquelle il rentrait d'un voyage, selon plusieurs sources. Il a été transporté hors de la ville, maltraité, criblé de balles et laissé pour mort. Ce n'est que quelques heures plus tard que les équipes, qui s'étaient lancées aux trousses des ravisseurs, ont découvert l'édile, inerte, gravement blessé, qu'ils l'ont transporté pour des soins d'urgence au centre de référence de Goundam.

Malheureusement, le plateau technique, sur place, était insuffisant et ne pouvait pas prendre en charge, convenablement, le blessé qui a été conduit à Tombouctou où il rendit l'âme quelques heures plus tard.

Le désormais regretté maire était un membre actif de la CMA. Ses adversaires et ennemis -que certains disent connaître- lui en voulaient à mort et l'avaient sérieusement amoché. Des balles auraient été extraites par les soignants de sa cuisse, alors que d'autres balles étaient toujours logées dans son thorax. Ses ravisseurs seraient au nombre de trois dont deux de peau claire et un Noir, ils parlaient tous tamasheq. Ils étaient à bord d'un véhicule 4x4.

■ M.T



Massacre au Centre du Mali : Deux autres villages dogons attaqués dans le centre



Deux villages dogons du centre du Mali ont été attaqués, rapportent mercredi les autorités locales, deux jours après le massacre de plusieurs dizaines de membres de cette ethnie dans le même secteur.

“Des hommes armés non identifiés circulant à moto encerclent le village et tirent sur les gens”, a déclaré Moulaye Guindo, maire du district de Bankass, joint par téléphone, ajoutant que les violences se poursuivaient à Ogoboro et à Nomopere Bomba.

Plusieurs blessés ont été conduits dans un hôpital local, a-t-il ajouté, sans avancer de bilan.

L'attaque d'un village dogon du district de Sangha situé à une cinquantaine de kilomètres des localités visées mercredi a fait une centaine de morts dans la nuit de dimanche à lundi.

Les violences entre Dogons, qui pratiquent majoritairement l'agriculture, et Peuls, traditionnellement éleveurs, ont fait plusieurs centaines de morts depuis le début de l'année au Mali.

Le massacre de plus de 150 Peuls, fin mars près de Bankass, a entraîné en avril la démission du gouvernement de Soumeylou Boubeye Maïga.

Commandement du G5 Sahel : Le Gal Hanane Ould Sidi sur le point de quitter



Le général mauritanien Hanane Ould Sidi, qui dirige la force du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Tchad, Niger et Mauritanie), devrait quitter son poste cet été, dans la perspective des élections présidentielles du 22 juin en Mauritanie.

Certains milieux spéculent qu'il pourrait être nommé ministre de la Défense si le candidat Mohamed Ould El Ghazouani remporterait les élections présidentielles, surtout que sa relation avec l'homme est jugée très forte. Il travaillait sous ses ordres lorsqu'il était chef d'état-major des armées mauritaniennes puis ministre de la Défense.

Ghazouani avait soutenu sa candidature au poste de commandement de la force du G5 au Sahel, raison principale pour laquelle il a été choisi pour diriger cette force. Le général Hanane, présenté comme un "guerroyeur des ponts", n'a effectué aucune opération exceptionnelle dans la force du G5 Sahel. Un général nigérien devrait lui succéder. Du moins si l'on en croit nos sources.

■ A. Diallo

Ministère de l'Économie Numérique et de la Prospective : Madame Kamissa CAMARA à la rencontre des incubateurs et les blogueurs

Le Ministre de l'Économie Numérique et de la Prospective est allée à la rencontre, ce jeudi 13 juin 2019, de certains acteurs majeurs de l'écosystème du numérique au Mali, à savoir les incubateurs et les blogueurs.

Avec les premiers, il s'agissait d'une première prise de contact pour réitérer sa volonté à les conforter dans leur rôle premier qui est d'accompagner les start-up tout le long de leur processus de développement. Ce fut également l'occasion d'aborder le futur de la collaboration entre son département et les différents incubateurs de la place.

Avec les blogueurs, la ministre a évoqué l'importance de la fonction de ces derniers, a pris connaissance des difficultés rencontrées dans leur travail et assuré de l'entière disponibilité de son équipe à collaborer



étroitement avec eux.

Les deux rencontres, qui sont des premières selon les hôtes du jour, se sont déroulées toutes deux dans une ambiance très conviviale.

■ #MaliMenp #MaliNumérique

Massacre de Sobane Da : Un deuil national de 3 jours décrété en hommage aux victimes



Le Président de la République a déclaré un deuil national de trois (03) jours, à compter du jeudi 13 juin 2019 à zéro heure, sur toute l'étendue du territoire national en hommage aux victimes de l'attaque terroriste perpétrée le 10 juin 2019 contre les populations du village de Sobane Da, dans la Commune rurale de Sangha, Cercle de Bandiagara, Région de Mopti. L'annonce a été faite au cours du Conseil des ministres du mercredi, 12 juin 2019 à Koulouba.

■ KM

Contrôle opérationnel dans la Région de Ségou : Les responsables de Sécurité sur le terrain



Depuis le 11 juin 2019, le Chef d'état-major de la Garde nationale du Mali et les Directeurs généraux de la Gendarmerie, de la Police et de la Protection civile sont sur le terrain au plus près des unités en charge de la sécurité dans les localités de Barouéli, Tamani, Niono, Sokolo Monepougou et Saye. Il s'agit pour les généraux Ouahoun Koné, Satigui Moro Sidibé, l'inspecteur général Moussa Ag Infahi et le colonel major Seydou Doumbia de faire un état des lieux, de constater de visu les difficultés auxquelles les agents de sécurité sont confrontés dans l'exercice de leur mission de protection des personnes

Prorogation de l'année scolaire 2018 /2019 en période hivernale : La mairie de Mopti sur le terrain pour envisager les possibilités.



Après la décision du gouvernement de la République du Mali de prolonger l'année scolaire jusqu'en mois de juillet-Août, le Maire a dépêché une mission conduite par Mme Coulibaly Aichata Sy 5ème Adjointe au Maire, de l'éducation, était dans les écoles fondamentales de la commune urbaine de Mopti,

Objectif : identifier les problèmes qui peuvent entraver la tenue des cours pendant et après les pluies.

Partie le Mardi 11 juin 2019, la mission était composée du service développement et du service technique de la mairie, du coordinateur des comités de gestion scolaire, de la représentante de l'association des parents d'élèves et du partenaire ENDA MALI.

Toute la journée, ils ont sillonné les grandes écoles de la commune (Robert Cissé, Samassory Nientao et Abdoul Niang à Mopti ; Bayon Djenepo à Médina Coura, Boukary wologuem, et Banguettaba 2 de Sévaré.

Globalement les problèmes décelés dans les différentes écoles sont : L'infiltration des eaux de pluie suite à la dégradation des toitures ; Stagnation des eaux pluviales dans les cours empêchant la circulation des élèves. .

Pour le Maire Issa Kansaye la mairie va prendre les dispositions le plus rapidement possible pour le remblayage et le nivellement des cours et aussi le colmatage ou le remplacement de tôles.

La tournée de la mission a également été l'occasion pour Mme Coulibaly Aichata Sy de sensibiliser les élèves et les exhorter à redoubler d'efforts pour le reste de l'année scolaire.

Parce que l'école est une priorité

et de leurs biens ainsi que la défense du territoire national. Cela est indispensable pour y apporter les solutions idoines. Ils ont constaté la bonne posture des agents auxquels ils ont prodigué des conseils de vigilance, de courage. Surtout il s'agit d'éviter de se faire surprendre et de toujours considérer les populations comme un acteur essentiel et incontournable dans la lutte contre le terrorisme.

Cette visite apporte du bonus au moral de la troupe.

Ministère de l'Education Nationale : Les dates des examens fixées.

Le quotidien numérique fait connaître le contenu dans le tableau ci-dessous

Article 1^{er} : Les dates des examens des Enseignements Fondamental, Normal, Secondaire Général, Technique et Professionnel au titre de l'année scolaire 2018-2019 sont fixées ainsi qu'il suit :

Examens	Épreuves anticipées	Épreuves écrites	Epreuves pratiques
BT Santé		Du 08 au 12 juillet 2019	Du 15 au 31 juillet
DEF	E.P.S : Du 1 ^{er} au 26 juillet 2019	Du 29 au 31 juillet 2019	
BAC	BAC Technique et Professionnel : Du 29 au 31 juillet 2019	Du 05 au 08 août 2019	
IFM	E.P.S : du 24 au 31 juillet 2019 Orales et Pratiques Du 30 juillet au 03 août 2019	Du 05 au 09 août 2019	
BT		Du 19 au 23 août 2019	À compter 26 août
CAP		Du 26 au 29 août 2019	À compter du 02 septembre
BT ropastoral		Du 02 au 06 septembre 2019	

Article 2 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

COLLEGE CHEICK MODIBO DIARRA

Ampliations :

Original.....	1
Prim/Tous Ministères.....	30
AN-CS-CESC-SGG-HCC.....	6
Dtions NlesMEN.....	15
Gouvernorats.....	15
IGEN.....	1
AE.....	20
IPRES.....	6
AEPS.....	4
Archives.....	1

Bamako, le 13 JUIN 2019
P/ Le Ministre P.O.
Le Secrétaire Général,


M. Kinane Ag GADEDA
Chercheur de l'Ordre National

Page noire : La culture malienne en deuil

Le Ministre de la Culture, le Directeur National de l'Action Culturelle et l'ensemble des artistes du Mali ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Monsieur Chaka SANOGO dit Faniéna Chaka, artiste musicien, décès survenu à Bamako le jeudi 13 juin 2019.

A sa famille durement éplorée et à la Communauté des Korèdugaw du Mali, le ministre de la Culture présente ses condoléances les plus attristées.



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Visite du Président IBK à Sobane Da : “Seuls les militaires doivent porter les armes pour défendre leur pays, sécuriser les populations et leurs biens” a averti IBK en rappelant aux populations, les risques de détention illicite des armes de petits calibres

Le Président de la République, affecté, bouleversé et choqué, par ce qu'il venait de voir sur le terrain a profité de l'occasion pour rencontrer les rescapés de cette catastrophe humaine. Au cours de cette rencontre, le Chef de l'Etat sur un ton ferme, a rappelé aux populations les risques de détention illicite des armes de petits calibres. « Seuls les militaires doivent porter les armes pour défendre leur pays, sécuriser les populations et leurs biens » a-t-il averti.

Sur ce plan l'État va sévir désormais et tout

jeune, tout détenteur illicite d'armes de petits calibres sera traduit en justice et sanctionné avec la dernière rigueur. "L'Etat procédera immédiatement au désarmement de tous ceux qui détiennent illégalement les armes et celui qui refusera de rendre son arme sera sanctionné sévèrement par la loi". A l'endroit des jeunes, le Chef de l'Etat, les a sensibilisés pour qu'ils ne tombent pas sous l'influence des gens de mauvais esprits et des ennemis de la paix au Mali. « Ne les écoutez pas et ne les suivez pas, n'acceptez jamais de rendre justice

avec une quelconque vengeance. N'acceptez pas de vous enrôler dans une milice quelconque. Ceux qui sont là à vous influencer et à vous conseiller mal le paieront très bientôt devant la justice » a ajouté IBK.

Le Président de la République a invité toutes les populations à la quiétude, à la solidarité aux valeurs sociétales qui nous unissent, au vivre ensemble.

Le Chef de l'Etat a présenté ses condoléances les plus émues aux familles des disparus et leur a donné l'assurance que l'État prendra toutes les dispositions idoines pour le retour à la normale dans le village et environs.

Les assurances données par le Chef de l'Etat sur place ont soulagé les populations qui ont bien apprécié la venue dans leur village, du Président de la République en personne en écoutant sa mission pour le Mali en Suisse, toutes affaires cessantes, pour venir partager avec elles leur douleur.

Elles ont salué le Président de la République pour sa prompt réaction d'envoyer dès les premières heures des massacres sur les lieux, son Premier ministre et certains membres du gouvernement. Toute chose selon elles qui dénote de la considération et de l'attention des plus hautes autorités envers elles, et surtout de l'importance qu'il accorde à la vie humaine et à la protection des biens de ses concitoyens. Elles ont salué les annonces rassurantes du Chef de l'Etat, notamment la sécurisation de leur village, leur relogement, les assistances alimentaires, la prise en charge des blessés, les dispositions urgentes pour situer les responsabilités et traduire en justice les coupables et leurs complices de cet acte violent, barbare et lâche, digne d'une autre époque.

En début d'après-midi, le Président de la République a visité les blessés à l'hôpital Somino Dolo de Sévaré pour s'imprégner de leur état de santé avant de leur souhaiter prompt rétablissement. IBK s'est assuré de leur moral et état psychologique et a félicité le personnel médical et sanitaire de l'hôpital pour leur mobilisation autour des blessés et leurs accompagnants. Tous les blessés, dès les premières heures, ont été intégralement pris en charge par l'État malien.

■ **Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République**





Inclusion financière : Le Premier Ministre préside la cérémonie d'ouverture de la 30ème Assemblée Générale de l'Union des Caisses Kafo Jiginew sous le signe redressement de sa situation financière

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Ministre de l'Economie et des Finances Dr boubou CISSE a présidé la cérémonie d'ouverture de la 30ème Assemblée Générale de l'Union des Caisses Kafo Jiginew, ce matin au siège du CNPM, en présence de plusieurs sociétaires de l'institution de microfinance principalement dédiée au monde paysans.

« C'est pour moi un honneur et un privilège de lancer, ce jour 13 juin 2019, les travaux de la

trentième Assemblée Générale annuelle de l'Union des Caisses Kafo Jiginew. Comme vous le savez, Kafo Jiginew a régulièrement respecté ce rendez-vous annuel de présentation des comptes devant l'assemblée générale réunissant les présidents de caisses de base. A cet égard, je voudrais saluer l'institution pour le respect de cette tradition, conforme à ses statuts ainsi qu'à la loi 10-013 du 20 mai 2010 portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au Mali. A travers sa

perpétuation, Kafo Jiginew fait preuve d'une grande transparence qui entoure sa gestion » a déclaré le Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Finances à l'ouverture de l'Assemblée Générale.

Kafo Jiginew est l'une des principales institutions de microfinance au Mali dont la mission économique et sociale consiste à assurer un soutien financier aux populations démunies, notamment le monde paysans, à travers la gestion d'opération de crédits et de dépôts de plus de 405 000 sociétaires. Elle connaît une amélioration de sa situation financière depuis 2015 à travers la mise en œuvre des actions de la feuille de route assignée à sa Direction Générale sous la supervision du Ministère de l'Economie et des Finances.

Au terme de l'exercice financier de l'année 2018, le bilan de la caisse se chiffre à 53,46 milliards de FCFA contre 50,4 milliards de FCFA en 2016, soit une augmentation de 5,7% et un résultat consolidé qui ressort bénéficiaire à 654,40 millions de FCFA. La caisse demeure en conformité sur les 10 ratios prudentiels dé-

finis par la loi n°10-013 du 20 Mai 2010 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés.

Le Ministre de l'Economie et des Finances s'est réjoui des performances enregistré par Kafo Jiginew en ces termes: « Je note avec satisfaction qu'après l'assainissement de la situation financière en 2015, le compte de résultat a renoué avec une rentabilité certaine sur les trois derniers exercices avec un excédent de 654 millions de FCFA à fin décembre 2018 contre 514 millions de FCFA en 2017 et 356 millions en 2016. Ces résultats sont très encourageants et permettent de constater aisément que votre institution est en train de réussir son redressement ».

Selon son Directeur Général M. Sidi DAO, l'Union des Caisses Kafo Jiginew continuera d'améliorer la qualité de ses produits et services, de maîtriser ses charges et d'atteindre un équilibre financier durable afin de raffermir sa rentabilité, sa viabilité et sa pérennité à travers la consolidation de son réseau, le renforcement du système de contrôle interne, l'amélioration et la maîtrise du système d'information de gestion et des services.

Le Premier Ministre, Chef du gouvernement a également rappelé toute l'importance qu'accorde le gouvernement au secteur de l'inclusion financière. « Du fait de son caractère multidimensionnel, l'inclusion financière constitue un canal privilégié d'insertion des couches sociales défavorisées dans le tissu économique et social » a annoncé Dr. Boubou CISSE avant d'expliquer les initiatives qui ont été entreprises par le gouvernement afin d'améliorer l'accès des populations aux produits et services financiers dont le récent lancement d'un Fonds national dédié essentiellement au mécanisme de refinancement durable des institutions de microfinance. Le Premier ministre a invité les dirigeants de Kafo Jiginew à bâtir un réseau de caisses solides, viables et pérennes, de gérer prudemment en toute transparence les ressources confiées en respectant les règles essentielles de base en matière de gestion, de bonne gouvernance et de déontologie. Il a encouragé l'institution à poursuivre, dans le sens de la réalisation des grands axes stratégiques retenus dans son Plan d'affaires, la consolidation de la rentabilité et celle de la performance fi-

nancière et sociale ainsi que la modernisation et la transformation des caisses de base du réseau pour qu'elles soient plus autonomes et plus compétitives.

Cette rencontre a permis aux dirigeants de Kafo Jiginew de primer ses cinq meilleures caisses de bases. Ainsi ce sont distinguées : la caisse de Sikasso qui s'est classée meilleure caisse du réseau de l'Union des Caisses Kafo Jiginew en 2018, suivie de celles des villes de Kadiolo, de Koury, de Klela et de Bougouni. Elles ont reçu respectivement les sommes de 1 million de FCFA, 800 000 FCFA, 600 000 FCFA, 400 000 FCFA et 200 000 FCFA. Cette cérémonie d'ouverture de la 30ème Assemblée Générale de Kafo Jiginew s'est déroulée en présence du Directeur National Mali de la BCEAO M. Konzon TRAORE, du Président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale pour le Développement Agricole (BNDA), des représentants de plusieurs banques maliennes, de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Président de l'APCAM M. Bakari TOGOLA ainsi que des sociétaires de la caisse de microfinance venus de tout le Mali.

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Intervention française au Mali : “Le sentiment antifrçais est à son paroxysme”

Bavure ou tirs justifiés ? Au nord du Mali, l'accrochage qui a coûté la vie samedi à trois civils dans un véhicule qui refusait de répondre aux tirs de sommation des forces françaises de Barkhane, intervient dans un contexte difficile. Loin de se résorber, l'insécurité s'accroît dans le pays et place la France dans une position délicate.

Ce n'est, en apparence, qu'un épisode malheureux dans une guerre interminable. Celle qui oppose depuis six ans les forces françaises aux groupes armés dans l'immensité du désert malien.

Samedi vers 18 heures, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Tombouctou, au nord du Mali, une colonne des forces françaises Barkhane a détruit un pick-up jugé suspect, après plusieurs tirs de sommation. À l'intérieur du véhicule, les trois passagers n'ont pas survécu à l'explosion, «non intentionnelle», et due à «une importante quantité de carburant», selon le communiqué publié mercredi par l'Etat-major des armées à Paris.

«Notable bien connu»

Dès dimanche, le chef de la communauté touareg locale, Mohamed Ali ag Mattahel, a posté une vidéo dans laquelle il s'adresse directement «au président de la France et au secrétaire général de l'ONU, pour que lumière soit faite». Filmé à quelques mètres du véhicule calciné, le chef de la communauté Kel Razzaf, dénonce «un acte odieux», évoque même «un crime de guerre», avant de réclamer justice. Vêtu d'une gandoura bleue ciel, le visage dissimulé par un chèche et des lunettes, sa colère est palpable. «La communauté est très choquée, meurtrie», confirme Muthtah Ag Inorene, le directeur de l'école située à une vingtaine de kilomètres du site où s'est produit l'accrochage. Joint par téléphone jeudi, il confirme que des tirs ont bien été entendus jusqu'au campement voisin. Mais sur place, c'est une forme d'incompré-

hension qui semble dominer. Les trois passagers du véhicule appartenaient à la même famille, au même campement : Ahmad ag Assadek était éleveur et transporteur. L'un de ses neveux âgé de 18 ou 19 ans lui servait de chauffeur. Un jeune cousin de douze ans se trouvait également dans la voiture.

«C'était un gamin qui servait souvent d'apprenti au propriétaire du véhicule, il aimait bien l'emmener avec lui», précise le directeur de l'école. Lequel insiste : «Ce ne sont pas des jihadistes ! Le propriétaire était un notable bien connu, qui faisait vivre son campement. Il laisse une veuve et huit enfants.»

«Zone paisible»

On le voyait souvent dans les foires hebdomadaires de la région, comme celle qui a lieu tous les mardis à Diré. «Or, pour y accéder, le véhicule doit être enregistré, rappelle Muthtah. Pourquoi les forces françaises n'ont-elles pas cherché à l'identifier auprès des forces maliennes ? Pourquoi une réaction si rapide ?»

Reste que le véhicule ne s'est pas arrêté lors des tirs de sommation, même s'il reste encore à déterminer s'il se dirigeait sur la colonne de Barkhane, comme l'affirme le communiqué de l'Etat-major à Paris. «C'est archifaux, c'est un alibi», s'indigne le directeur de l'école. «Peut-être le jeune chauffeur a-t-il été surpris ? Peut-être a-t-il paniqué ? Ce sont des nomades. Ce jour-là ils étaient en train de déménager un campement», tente-t-il d'expliquer. Mais selon lui, «jamais un acte pareil ne s'était produit dans cette zone paisible». Reste à savoir où s'arrête et où commence le danger, sur ce vaste territoire. A Paris, le ministère des Armées a promis une enquête. En espérant qu'elle soit rapide. Fin



2017, lors d'un accrochage qui avait coûté la vie à un jeune berger, soupçonné d'être un guetteur, il avait fallu attendre un an pour obtenir les résultats de l'enquête, menée en interne. Et dans l'interval, cette guerre qui semble sans fin dans le Sahel nourrit le ressentiment des populations locales.

«Les gens ont désormais peur des Français»

«Alors qu'une sorte de paix armée s'impose au nord, sans avoir éradiqué les groupes qui en profitent, c'est désormais le centre du Mali qui implose, avec la multiplication d'affrontements intercommunautaires», rappelle un ancien ministre, depuis Bamako, la capitale. Le week-end où s'est produit l'accrochage fatal dans la région de Tombouctou, une centaine de personnes ont également péri dans un village dogon assiégé par une milice peuhle, près de Mopti, au centre du pays. «Cette situation peut expliquer une certaine fébrilité de la part des forces françaises comme maliennes», justifie l'ancien ministre, qui note cependant «un sentiment antifrançais à son paroxysme au Mali».

Lui-même le déplore : «Des théories du complot fleurissent partout. Bientôt, on accusera la France d'être responsable des inondations. Alors que c'est l'inertie de nos propres dirigeants qui est d'abord en cause. Lesquels se contentent de réactions d'indignation sans que rien ne change.»

Face à cette impasse, nombreux sont les spécialistes de la région à avoir tiré la sonnette d'alarme : «Au Mali, l'armée française n'est déjà plus vue comme une force de libération, comme c'était le cas en 2013», avertissait il y a trois ans le chercheur Yvan Guichaoua, dans l'hebdomadaire Jeune Afrique. Le moindre incident ne peut alors que renforcer le sentiment d'aliénation. «Dans les campements de ma région, les gens ont désormais peur des Français», constate le directeur de l'école de Razelma.

■ Maria Malagardis

Ambassade de Russie à Bamako : La Russie célèbre sa fête nationale



Hier mercredi le 12 juin la Russie a célébré sa fête nationale qu'on officiellement appelle «La Journée de la Russie». A cette occasion l'Ambassadeur de la Fédération de Russie en République du Mali M. Alexi Doulian a offert une réception solennelle en leur résidence à Bamako.

De nombreuses hautes personnalités, des ministres Maliens et d'autres membres de l'exécutif, des représentants de la société civile et du corps diplomatique, des hommes d'affaires et militaires ainsi que les responsables des organisations internationales ont participé à la soirée mémorable. Les convives ont été chaleureusement accueillis et se sont régalés des plats traditionnels de la cuisine russe.

Dans son discours l'Ambassadeur a indiqué que cette date marque le début de l'histoire nouvelle de la Russie constituant le point tournant envers démocratie réelle, l'économie de marché, l'égalité en droits et fédéralisme constitutionnel. La grande transformation profonde de la nature de l'Etat elle-même et du système des valeurs est devenue le résultat du choix libre de la population russe qui a été menée par les moyens pacifiques sur la base de l'accord national inclusif.

« Notre pays membre permanent du conseil de sécurité participant actif de la vie internationale, est ouvert à la coopération bilatérale comme multilatérale gagnant gagnant sur la

base d'égalité en droits et de respect mutuel de la souveraineté » a-t-il indiqué. A ses dires la Russie demeure fidèle à la tradition séculaire de la politique étrangère indépendante qui n'admet le langage de l'ultimatum, respecte les engagements pris et prône le dialogue.

En évoquant les relations russo-malienne, l'Ambassadeur a noté que le pays a enregistré des succès remarquables dans les domaines du développement économique, social, scientifique, commercial et culturel, jouent un rôle croissant pour construire un monde multipolaire, juste et démocratique. En outre, la Fédération de Russie salue les efforts constructifs de l'Union africaine et des organisations sous-régionales sur le plan de renforcement de leurs propres capacités de maintien de la paix, de règlements des différends et management des crises.

Pour sa part, le ministre Koita, représentant le ministre des affaires étrangères, cette rencontre permettra de dresser de nouvelles formes de collaborations fructueuses. Au plan multilatéral, le ministre s'est réjoui du fait que le Mali et la Russie ont au sein des Nations unies, une identité de vue sur la paix, la sécurité et la stabilité dans le monde.

■ A.T.Dansoko/malijet.com



La réponse d'Etienne Fakaba à Soumaila Cissé "Maîtresse d'un homme marié" : La fin de mandat des députés de l'Assemblée nationale, la prorogation ou "le chaos".

A la faveur de la signature d'un accord politique le 02 mai dernier, notre pays entame une période de profondes réformes politiques et institutionnelles sans précédent. Pour réussir, ces réformes ont besoin, à la fois de légitimité et de légalité. Or, le mandat des députés (prorogé déjà à titre exceptionnel auparavant) arrive à son terme le 30 Juin 2019. La question est de savoir comment gérer la fin de ce mandat sans préjudice majeurs sur l'évolution des réformes ?

Quatre scénarios peuvent être envisagés avec leurs limites et insuffisances :

1. Le Chef de l'Etat décide de dissoudre l'Assemblée Nationale.

La contrainte majeure sera d'organiser dans les quarante jours, conformément à la constitution, de nouvelles élections. Outre les problèmes financiers et logistiques, ce schéma risque d'agir négativement sur le processus de réformes de plusieurs manières.

2. Au 30 Juin 2019, la classe politique convient de mettre en place une Assemblée Constituante:

La Contrainte majeure sera de trouver les bases consensuelles sur lesquelles bâtir cette Constituante. Avec une classe politique divisée, une

société civile politisée, des leaders religieux ayant perdu leur statut de garant moral de notre société, on risque de tomber dans les conflits politiques à la recherche de personnes consensuelles.

De plus, une telle Assemblée n'aurait pas suffisamment de légitimité pour faire face à l'adoption de nombreux textes qui seront commandés par le Dialogue Politique Inclusif.

3. Avant la fin du mandat des Députés, l'Assemblée nationale adopte une loi d'habilitation autorisant le Président de la République à légiférer par Ordonnance.

Dans ce cas de figure, nous serons dans ce qui s'apparenterait à une forme de dictature avec la contrainte majeure que les textes adoptés gardent toute leur légalité, mais perdraient leur légitimité qui est d'être le socle des réformes à engager pour le redressement du Mali.

Une autre contrainte pourrait être le bras de fer que le gouvernement pourrait avoir avec les Députés qui s'opposeraient et voteraient alors contre cette loi d'habilitation, mettant en péril l'espoir de cohésion sociale qui doit accompagner cette période transitoire de réformes politiques et institutionnelles.

Un tel schéma conduirait inéluctablement à l'impasse politique.

4. Le moindre mal malgré tout : Le renouvellement du mandat des Députés en exercice.

L'avantage sera de poursuivre normalement le processus de réforme jusqu'à son terme, surtout que le dialogue politique national inclusif dont la tenue est imminente décidera des dates des prochaines élections législatives.

Cependant, il faut reconnaître que cette option rencontre quelques résistances au sein de l'opinion publique mais aussi d'une partie de la classe politique.

C'est pourquoi, Il faut donc sensibiliser sans cesse l'opinion publique - y compris ceux de la classe politique sur la pertinence de cette option, d'autant plus que la cour constitutionnelle a déjà donné son avis favorable en vue de la prorogation du mandat après le 30 Juin 2019. Il convient toutefois de souligner dans ce cas de figure, qu'en cas de prorogation, les députés devraient consentir à des sacrifices ou mesures symboliques (par exemple de renoncer à certains privilèges et bénéficier du strict nécessaire dans le cadre de leur fonction...).

■ Etienne Fakaba SISSOKO



Nommé Secrétaire d'Etat : Le Banico célèbre Adama Sangaré

Lorsque la liste des 38 membres du Gouvernement post « Boubeye » a été rendue publique, on a été surpris (hyper agréablement pour certains et très désagrément pour d'autres) de voir un nom la clôturer : Adama SANGARÉ. Il avait hérité du Secrétariat de l'Aménagement du territoire et de l'équipement agricole. Tout le monde a pensé au Maire du District.

Son téléphone a dû carillonner dix mille fois et sa cour remplie de courtisans. Avant que l'on découvre qu'il s'agissait d'un autre, un fils du Banico. Un illustre inconnu au bataillon, coaché et sponsorisé par l'honorable Mamadou DIARRASSOUBA le tout puissant questeur de l'Assemblée nationale du Mali et baron du RPM, bref un abonné de longue date de la Place Bagadadji (déformation de Baghdâd la capitale irakienne).

Les indiscretions ont révélé que c'est ce proche du palais qui a proposé le nom de Adama SANGARÉ à la « ministature » (si l'on peut se permettre cette trivialité avec la langue française). L'éternel député se trahira lui-même pour confirmer l'indiscretion lors de son intervention.

Le nouveau membre du Gouvernement Boubou CISSÉ est un grand inconnu du public au plan national. Dans l'ordre de préséance des mem-

bres du Gouvernement, il ferme la marche.

Mais chez lui au pays Banico, il est « un grand quelqu'un » par ses réalisations. Et il vient de bénéficier d'un privilège qu'aucun fils du terroir n'avait eu avant lui dans pareil cas : être présenté en grande pompe aux populations comme ministre.

En effet, le dimanche 12 mai, l'honorable DIARRASSOUBA a décidé de l'organisation d'une cérémonie grandiose de présentation du fils prodige aux populations de Dioïla et de tout le Banico. Cérémonie présidée par lui-même, bien sûr.

L'événement a eu un tel impact que les radios de la zone repassent encore les enregistrements de la cérémonie. Et les populations font encore des commentaires sur la journée tellement elle fut unique dans les annales du Banico.

Aussi, les déplacements de la Région (ou Cercle) de Dioïla et de Bamako furent nombreux et de haut niveau. Et en plus, ils ont dépassé le cadre du RPM et de la sous-section RPM de Dioïla ; cadre politique de l'organisation de l'événement. C'est ainsi que Konimba SIDIBE et Moussa Sinko COULIBALY, à titre indicatif, ont honoré la cérémonie de leur présence. Pour la direction du parti, Ag ERLAF est venu avec une délégation. Les ressortissants du Banico à Ba-

mako sont revenus au bercail avec une importante délégation dirigée par leur président en personne, Chiencoro DOUMBIA.

Localement, les autorités politiques et administratives, les chefferies traditionnelles et religieuses, les organisations féminines et de jeunes, les formations politiques, la société civile, etc. tout ce beau monde tenait à honorer la cérémonie dédiée à l'enfant du pays. Et le micro leur a été donné pour prendre la parole.

C'est Diarrassouba lui-même qui a ouvert le bal des prises de parole pour présenter le 5e ministre du Banico : après feu Benkoro COULIBALY, feu Pascal B. COULIBALY, Moussa Sinko COULIBALY et Konimba SIDIBÉ. Le député a indiqué que « Adama fait partie des choix du parti » ; lui-même en fait. Il a demandé « l'union sacrée » autour de lui pour la zone et demandé de dépasser les clivages. Ce à quoi « Sinko » répondra : « S'il s'agit du développement de Dioïla, nous serons solidaires ».

Les interventions, qui ont duré toute la matinée, sont toutes allées dans un seul sens : saluer et se féliciter de la nomination de « Adama », magnifier les réalisations (aménagement surtout) qu'il a faites en simple citoyen et espérer qu'il va faire plus étant ministre à présent.

Le député-questeur et son poulain (le ministre) ont de lourdes responsabilités. Il leur est interdit de décevoir.

■ AMADOU TALL

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

« Maîtresse d'un homme marié » : La série télé qui divise le Sénégal

La fiction, qui aborde notamment les thèmes de la sexualité et de la polygamie, choque une partie du pays, majoritairement musulman et très croyant. Les cinq actrices principales de la série « Maîtresse d'un homme marié ». Facebook Nuisette légère, flirt au lit et moments de tendresse... Les anciens amants Marème Dial et Cheikh Diagne, désormais mariés, savourent leur lune de miel. Si l'épisode 33 de « Maîtresse d'un homme marié », série star au Sénégal, résonne pour une partie des téléspectateurs comme une revanche après un scénario alliant liaison secrète et mariage polygame, la scène choque une partie du pays. Au point que l'ONG islamique Jamra, qui s'était élevée contre cette fiction dès les premiers épisodes, a de nouveau saisi le Conseil national de régulation audiovisuelle (CNRA).

Avec ses millions de téléspectateurs hebdomadaires et ses 2,4 millions d'internautes, la série, diffusée sur la chaîne privée 2STV depuis le 25 janvier, est devenue un phénomène de société. Chaque lundi et vendredi, à 21 heures, le Sénégal attend fébrilement la suite des aventures de Marème Dial, Cheikh Diagne et Lalla Ndiaye. Mais au pays du sutura (pudeur), certains estiment la fiction scandaleuse. Qu'on soit fan ou critique, le sujet fait désormais autant parler que les débats politiques dont les Sénégalais sont si friands.

Le scénario, inspiré du quotidien de femmes sénégalaises, est simple et novateur. Il met en scène Lalla Ndiaye, une parfaite ménagère dont le mari a une liaison avec Marème Dial. C'est cette dernière qui est l'objet de toutes les polémiques. Son franc-parler comme ses rapports hors mariage, assumés, détonnent

dans le paysage télévisuel sénégalais et divisent le pays. Il y a les pro-Lalla, touchés par son histoire ou partisans de la monogamie, et les pro-Marème, qui défendent la grande séductrice et, pour certains, la polygamie, puisqu'elle devient par la suite la coépouse de Lalla.

Autour de ces personnages gravitent d'autres femmes, incarnant chacune un fait de société. Djalika Sagna joue la « working girl » qui s'occupe aussi de son foyer et subit la violence de son mari alcoolique. « Elle représente la société sénégalaise par excellence, explique la scénariste, Kalista Sy. C'est une victime. Elle encaisse beaucoup et pense que tout ce qui lui arrive est normal. Et comme les Sénégalais, elle est la première à juger les autres. » Pourtant, Djalika décide un jour de s'affranchir du poids de son mariage et du regard de la société. A ses côtés dans cette épreuve, sa meilleure amie, Dior Diop, encore traumatisée par son mariage forcé. Enfin, la cinquième femme à l'affiche de la série, Racky Sow, est hantée par un viol qu'on pensait jusqu'alors familial...





« Mais pas si sûr ! », lance Kalista Sy, qui annonce que « la série réserve encore beaucoup de surprises ».

« La promotion de l'adultère et de la fornication »

Alors que « Maîtresse d'un homme marié » montre le quotidien des femmes et leur rôle dans la société, certaines de ses séquences sont vécues comme « offensantes » dans un pays à majorité musulmane et très croyant, au point que le CNRA a mis en demeure 2STV, le 31 mai, jugeant certains clichés « indécents, obscènes ou injurieux » et certaines scènes « susceptibles de nuire à la préservation des identités culturelles ».

La polémique a commencé dès la première diffusion, avec un dépôt de plainte du Comité de défense des valeurs morales du Sénégal auprès du CNRA, le 31 janvier. « Cette série fait la promotion de l'adultère et de la fornication. C'est une dérive audiovisuelle qui, à travers le scénario, propose un mimétisme déplorable des cultures occidentales », a déclaré le président de l'association, Mame Makhtar Guèye, le 19 mars sur la chaîne privée 7TV. Après délibération, le CNRA a décidé de laisser la diffusion se poursuivre, « sous réserve de mesures correctives à apporter ».

Kalista Sy, qui avait d'abord refusé de com-

menter la polémique, explique n'avoir aucune intention de bousculer les codes, mais la volonté de pousser à la réflexion. « Marème est la seule de la série qui pose problème, parce qu'elle est entière, non conventionnelle et représente cette part de nous, audacieuse, que nous préférons cacher. Elle a été créée pour le débat et ça marche », explique-t-elle. L'histoire de Marème sert de leçon à « certaines femmes, maîtresses, qui, en regardant la série, remettent en cause leur situation », témoigne Halimatou Gadji, l'interprète du rôle.

Alors que les Sénégalais se passionnent pour les novelas sud-américaines et regardent aisément des productions occidentales comprenant des scènes d'amour plus explicites, Marème ébranle et effraie une partie de la société qui assiste, impuissante, à l'évolution de ses valeurs traditionnelles heurtées de plein fouet par la mondialisation. Mais si le débat se cristallise sur Marème Dial et si la série a été médiatisée pour cette raison, « Maîtresse d'un homme marié » a aussi trouvé son public en valorisant les sociétés africaines à travers les tenues de créateurs locaux, les actrices aux cheveux crépus et les scripts en wolof.

Dépression, harcèlement scolaire et alcoolisme

Polygamie, dépression, sexualité, mariage

forcé... Les thèmes abordés sont variés et, en filigrane, le spectateur en découvre d'autres. Comme le rôle du psychologue, la maladie d'Alzheimer, le harcèlement scolaire ou l'addiction à l'alcool. « Le but n'est pas de dénoncer, mais de faire prendre conscience », argue la scénariste, qui s'est mise à l'écriture parce qu'elle ne s'identifiait pas aux scripts généralement écrits par des hommes pour « valoriser la femme, trop souvent construite autour de son mari ».

Une approche féministe que les comédiennes ont faite leur. « Je me considère comme un miroir de la société, estime Halimatou Gadji. Ce rôle n'a pas été facile à endosser. On confond souvent ma personne avec mon personnage et j'entends beaucoup de choses dures. Si c'était un homme, il n'y aurait pas les mêmes remarques. Toute femme est aussi libre de sa sexualité. » Pour Ndiaye Ciré Ba, qui interprète le rôle de Djalika, il s'agit en réalité de montrer les deux facettes de la société : « Nous sommes entre deux générations, l'ancienne aux normes traditionnelles, et la nouvelle, calquée sur le modèle occidental. Aux deux, nous tentons de porter un message. » Et ce n'est pas terminé. Si le premier couple adultère est désormais marié, Kalista Sy promet l'entrée en scène d'« une autre maîtresse avec une histoire beaucoup plus rocambolesque ». La série n'a pas fini de faire parler.

République de Côte d'Ivoire : Mamadou Touré sans pitié pour Guillaume Soro

■ ■ aucun Premier ministre sous le président Alassane Ouattara n'a accès au salon présidentiel. Dans un pays, il y a des règles, il y a un ordre protocolaire. Nous-mêmes, accompagnant le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, qui part en mission, il passe par le salon d'honneur. Il n'y a que le vice-président et le président de la République qui ont accès au salon présidentiel. Ça été le cas même pour le vice-président Duncan, lorsqu'il était Premier ministre. Ça été le cas pour le président Ahoussou Jeannot lorsqu'il a été Premier ministre. Maintenant, que Guillaume Soro dise que sous Gbagbo, il avait accès au salon présidentiel,



les situations d'exception ne peuvent pas être érigées comme règles. Dans le désordre, il y a eu des choses qui étaient possibles. Maintenant, nous sommes dans la normalité et avec le fonctionnement normal d'un Etat, où on revient donc sur les règles, qui régissent

les fonctionnements d'un Etat. Je pense qu'honnêtement ses plaintes s'assimilent plus à des enfantillages. Pleurer parce qu'on a enlevé le bonbon de la bouche. On va lui demander de grandir un peu..."

Algérie : L'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal placé en détention provisoire

Accusé de corruption, l'ancien Premier ministre algérien Abdelmalek Sellal a été placé en détention provisoire, a indiqué jeudi 13 juin la télévision publique algérienne. La veille, l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia avait également été emprisonné. L'ancien premier ministre algérien Abdelmalek Sellal a été placé en détention provisoire jeudi 13 juin à la demande de la Cour suprême, selon la télévision publique algérienne, pour des soupçons de "corruption", alors qu'il avait



été présenté devant un juge quelques heures plus tôt. Premier ministre de 2012 à 2017, Abdelmalek Sellal était l'un des alliés les plus proches de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika. Il figure parmi les 12 anciens ministres et préfets dont le Parquet d'Alger a annoncé avoir transmis les dossiers fin mai à la Cour suprême, dans le cadre des enquêtes visant Ali Haddad,

ancien chef de la principale organisation patronale du pays et PDG du groupe n°1 privé des travaux publics en Algérie, notamment pour des faits présumés de corruption. Mercredi 12 juin, la même cour avait demandé la détention provisoire d'un autre ex-Premier ministre, Ahmed Ouyahia, également pour des soupçons de corruption, à l'issue de son audition par un juge d'instruction.

Mer d'Oman : Deux pétroliers en feu après une attaque



Deux tankers, norvégien et japonais, ont été la cible d'une attaque d'origine indéterminée en mer d'Oman. Reuters Les forces navales américaines disent avoir reçu deux appels de détresse de la part de pétroliers dans le golfe d'Oman. Deux navires seraient en feu et l'un d'eux aurait été touché par une torpille au large des Émirats arabes unis. La chaîne en anglais de la télévision d'État iranienne avait signalé, plus tôt, deux explosions consécutives en mer d'Oman. Les cours du pétrole ont brusquement grimpé suite à cette information.

La Ve flotte américaine basée à Bahrein annonce jeudi 13 juin avoir reçu deux appels de détresse, l'un à 06h12 (heure locale) et l'autre à 7h, rapporte le service de communication, de pétroliers situés en mer d'Oman.

Le communiqué des forces navales américaines précise que « des navires américains sont dans la zone et prêtent assistance ». Selon le journal Tradewinds, qui cite des sources industrielles, un pétrolier de la compagnie norvégienne Frontline, le Front Altair, battant pavillon des Îles Marshall, aurait été touché par une torpille au large de Fujairah, aux Émirats arabes unis. Il transportait une cargaison d'éthanol chargée au Qatar et à destination de Taïwan. La Direction norvégienne des affaires maritimes a fait état de trois explosions sur le navire. « L'équipage est monté à bord d'un navire qui passait et ne serait pas

blessé », a-t-elle précisé.

Le deuxième cargo, le Kokuka Courageous, avec à bord 21 membres d'équipage, battait pavillon panaméen. Selon le correspondant de RFI à Téhéran, Siavosh Ghazi, ce deuxième navire en provenance de l'Arabie saoudite a été accidenté une heure après le premier. L'agence officielle iranienne Irna a indiqué, elle, que l'Iran avait tout de suite porté secours à deux tankers étrangers : « Quarante-quatre marins ont été sauvés des eaux par une unité de secours de la Marine (iranienne) de la province d'Hormozgan (sud de l'Iran, NDLR) et transférés au port de Bandar-é Jask ».

Le président américain Donald Trump a été tenu informé des attaques et son gouvernement « évalue la situation », a indiqué Sarah Sanders, porte-parole de la Maison Blanche, dans un bref communiqué.

De son côté, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a condamné les attaques et a demandé « l'établissement des faits » et des « responsabilités », soulignant que le monde ne pouvait se permettre un conflit majeur dans le Golfe.

Fortes tensions

Ces incidents particulièrement graves interviennent dans un contexte de tension croissante entre les États-Unis et leurs alliés sunnites du golfe Persique, notamment l'Ar-

bie saoudite et les Émirats arabes unis, et l'Iran chiite, qui soutient notamment les rebelles houthis au Yémen. Le 12 mai dernier, plusieurs pétroliers notamment deux saoudiens, un émirati et un norvégien, avaient été endommagés par des « actes de sabotage » près d'un port émirati. L'Arabie saoudite a accusé l'Iran, qui a démenti.

Les États-Unis ont engagé une véritable guerre économique contre l'Iran en quittant l'accord nucléaire et en imposant des sanctions très dures contre l'Iran, notamment pour empêcher les exportations pétrolières du pays. Dans ce contexte, le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré au Premier ministre japonais, venu à Téhéran pour apaiser les tensions entre l'Iran et les États-Unis, que l'Iran refusait toute négociation avec les Américains. De son côté, le ministre des Affaires étrangères iranien juge plus que suspicieux la coïncidence entre ces attaques visant des pétroliers liés au Japon et la visite à Téhéran de Shinzo Abe. Les prix du pétrole, dans la foulée, ont bondi de près de 3% jeudi au début des échanges européens, les opérateurs s'inquiétant de la situation. La France appelle l'ensemble des acteurs concernés « à la retenue et à la désescalade » après ces incidents et rappelle son attachement à la liberté de navigation, tout comme la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini qui appelle à la «retenue maximale».

Affaire British Petroleum Sénégal : Le procureur général s'exprime sur le dossier

Au Sénégal, une enquête est ouverte autour de l'attribution controversée des marchés pétroliers du pays à la firme britannique BP, British Petroleum. L'annonce vient du procureur général de la Cour d'Appel Serigne Bassirou Guèye, qui a donné une conférence de presse ce mercredi 12 juin. Il avait été saisi en ce sens par le ministère de la Justice ce lundi. Le frère du président Macky Sall, Aliou Sall, et un homme d'affaires roumain, Franck Timis, sont notamment cités dans cette affaire, révélée par la BBC. Police et gendarmerie vont mener l'enquête.



Dans une petite salle du palais de justice, le procureur Serigne Bassirou Gueye a d'abord annoncé la saisie de la Division des investigations criminelles.

« Afin de mener une enquête complète et approfondie sur la réalité ou non de toutes ces accusations de malversation, de concussion, de conflits d'intérêts, le chef de la Division des investigations criminelles a été instruit par mon soin de n'épargner personne ; en somme, de prendre en compte toutes les pistes qui sont susceptibles de mener à la manifestation de la vérité », a déclaré le procureur.

Pour le magistrat, l'affaire doit quitter « les réseaux sociaux et la presse ». Il a demandé à ce que les documents utiles à l'enquête soient exclusivement adressés à la justice. « Je voudrais inviter tous ceux qui détiennent des in-

formations, des documents, des renseignements, à s'adresser à la Division des investigations criminelles pour éclairer les Sénégalais sur cette question » a-t-il ajouté. La Section de recherche de la gendarmerie nationale est également saisie. Cette fois-ci à propos de la « divulgation du rapport de l'IGE » ces derniers jours. Un rapport confidentiel de l'Inspection générale d'État qui préconisait en 2012 le retrait des permis octroyés à la société de Frank Timis.

Dans un communiqué de ses avocats, Aliou Sall a annoncé avoir renoncé ce mercredi à porter plainte contre la BBC. Mais il a souhaité saisir le médiateur de la chaîne afin d'ouvrir une enquête « sur la fiabilité des informations » du documentaire des journalistes britanniques

Xénophobie en Afrique du Sud : L'enfer des diasporas africaines

Grand reportage nous emmène aujourd'hui en Afrique du Sud, où la nation dite arc-en-ciel est fréquemment le théâtre de violences xénophobes. Un refrain qui revient chaque année, d'autant plus en temps de période électorale comme cette année.

La xénophobie fait parfois beaucoup de victimes, comme les 64 morts de 2015. De nombreuses diasporas sont prises à partie. Un seul point commun cependant... elles sont toutes



africaines... Somaliens, Éthiopiens, Mozambicains, Congolais, Nigériens, Malawites et d'autres...

En période électorale, les étrangers deviennent un argument de campagne et leur sort est entre les mains des hommes politiques et des chefs traditionnels sud-africains, qui peuvent provoquer en un rien de temps de véritables chasses à l'homme ou plutôt à l'étranger.

L'épicentre de cette xénophobie se trouve dans la province du Kwazulu Natal, dans le sud du pays, et dans sa capitale Durban où 2 étrangers ont été tués au mois d'avril 2019 et des centaines ont été déplacés. Xénophobie en Afrique du Sud, l'enfer des diasporas africaines, un Grand reportage de Noé Hochet-Bodin.



RCA : inauguration d'un bibliobus à Bangui

À Bangui, un bibliobus a été inauguré mercredi 12 juin au ministère de la Jeunesse et des sports. Le premier du genre dans le pays. Un projet de l'ONG Awatole Solidarité Internationale financé en grande partie par l'Agence française de développement et la mairie de Meaux en France. Une grande collection d'ouvrages qui va être mise à la dis-

position des jeunes de Bangui dès le mois de juillet.

Le bus a été dépouillé de ses fauteuils. Des étagères en bois ont été installées. Les livres de la bibliothèque rose côtoient Montesquieu et Victor Hugo. Boris-Désiré Damba de l'ONG Awatole Solidarité Internationale a suivi la mise en place de ce

projet : « L'ONG dispose d'une collection de 6 000 ouvrages qui se décompose en trois parties, des romans, des manuels scolaires et des bandes dessinées. Notre population cible ce sont les écoliers et les élèves et sur le temps extrascolaire le bus sera stationné à côté d'une maison de la jeunesse. »

Les ouvrages seront consultables sur place dans un premier temps. Plus tard, ils pourront sans doute être empruntés. Le ministre de la Jeunesse et des sports, Régis Noël Dounda, a été sensible à cette initiative, conscient de la difficulté pour les jeunes d'accéder aux livres : « Nos maisons des jeunes ne sont pas dotées de bibliothèques. Ce projet je le trouve plus qu'important parce que l'objectif c'est de faire que la jeunesse puisse s'approprier de la connaissance. Et je travaillerai pour que cela ne reste pas qu'au niveau de Bangui et pour que ça ne reste pas que dans un contexte de bus ambulants, mais que des bibliothèques soient construites et qu'une culture de lecture puisse s'installer. »

Une collection pour l'instant principalement constituée d'auteurs occidentaux. Quelque 2 000 ouvrages supplémentaires provenant de la littérature du continent ont été sollicités.

Abonnez vous à votre journal
numérique

Malikilé
pour recevoir les dernière
informations du moment



Les joueurs les plus chers du monde : Deux africains dans le Top 10

Sadio Mané - Mohamed Salah Copyright -Twitter officiel de Liverpool @LFC Le classement actualisé du CIES nous informe que le Parisien Kylian Mbappé vaut 252 M€. Il est le joueur le plus cher des cinq grands championnats devant Mohamed Salah et Raheem Sterling.

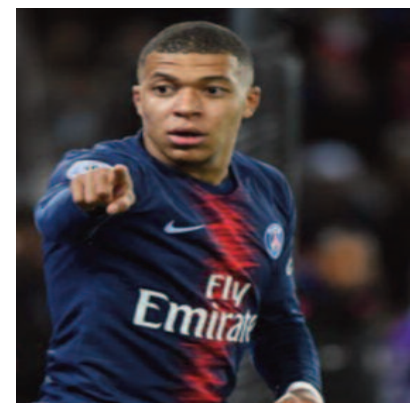
Selon l'algorithme de l'Observatoire du football, le joueur du Paris Saint-Germain vaut actuellement 252 millions d'euros. Contre 218,5 M€ il y a six mois. En revanche, il y a du changement derrière le champion du monde français. Auteurs chacun d'une saison monstrueuse en Premier League et en Ligue des champions, Mohamed Salah (Liverpool ;

Le Top 10 :

- | | | |
|-----|---|------------|
| 1. | Kylian Mbappé (PSG), | 252 M€ ; |
| 2. | Mohamed Salah (Liverpool), | 219,6 M€ ; |
| 3. | Raheem Sterling (Manchester City), | 207,8 M€ ; |
| 4. | Lionel Messi (Barcelone), | 167,4 M€ ; |
| 5. | Jadon Sancho (Dortmund), | 159,4 M€ ; |
| 6. | Sadio Mané (Liverpool), | 157,8 M€ ; |
| 7. | Harry Kane (Tottenham), | 155,2 M€ ; |
| 8. | Roberto Firmino (Liverpool), | 144,2 M€ ; |
| 9. | Antoine Griezmann (Atlético de Madrid), | 143,8 M€ ; |
| 10. | Leroy Sané (Manchester City), | 137,1 M€. |

219,6 M€) et Raheem Sterling (Manchester City ; 207,8 M€) complètent le podium, et devançant un certain Lionel Messi (Barcelone ; 167,4 M€).

Un autre africain figure dans le Top 10 à savoir Sadio Mané, qui est classé sixième avec une valeur de transfert estimée à 157,8 M€.





José Mourinho :

Le XI idéal pour cette saison de Ligue des champions. L'entraîneur portugais José Mourinho, aujourd'hui collaborateur pour plusieurs médias de communication, a donné le nom des onze joueurs qui ont selon lui été les meilleurs à leurs postes cette saison en Ligue des champions. L'UEFA a donné sa liste de 20 joueurs pour représenter le meilleur effectif de Ligue des champions de la saison, mais José Mourinho a voulu créer son propre onze dans une interview à 'RT'.



Virgil van Dijk (Liverpool)

"C'est un roi, un a une grande personnalité. Dans sa position, c'est un joueur top."



Alisson Becker (Liverpool)

"Je prends Alisson parce qu'il est apparu au bon où l'on avait le plus besoin de lui en finale."



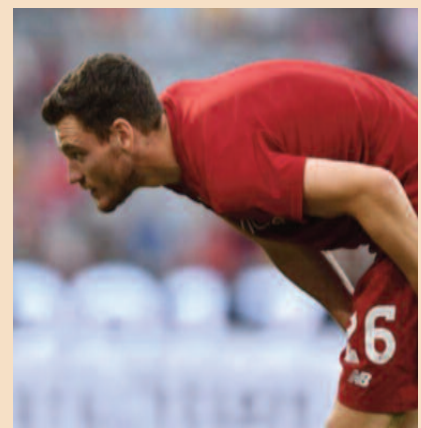
Trent Alexander-Arnold (Liverpool)

"Les deux latéraux doivent être de Liverpool. Alexander-Arnold est un enfant, il a ce que j'appelle de la bonne arrogance."



Matthijs de Ligt (Ajax Amsterdam)

"Il est très jeune et c'est un grand capitaine. Il a réalisé de grandes performances et des objectifs importants. Il appartient aux meilleurs de cette édition."



Andrew Robertson (Liverpool)

"Lui et Alexander-Arnold sont physiques, agressifs. En finale, malgré la pression, ils ont très bien joué."



Donny van de Beek (Ajax Amsterdam)

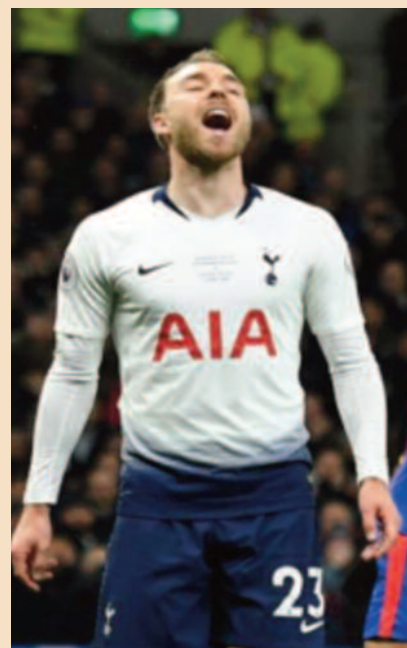
"Donny et De Jong ont montré une grande capacité à jouer à l'extérieur, comme ils l'ont fait contre Madrid et la Juventus."



Sadio Mané (Liverpool)

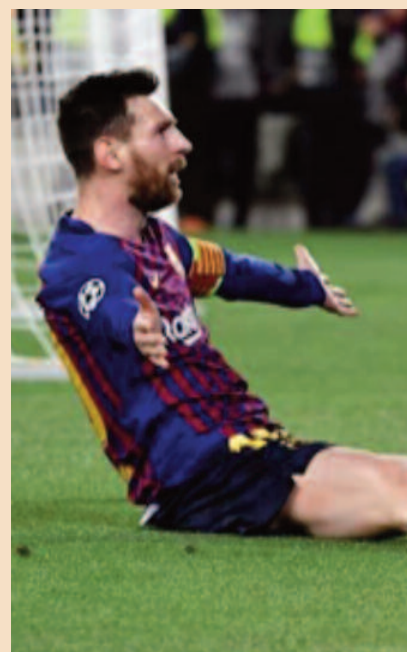


Mohamed Salah (Liverpool)



Christian Eriksen (Tottenham)

"Il n'a pas été très bon en final, comme son équipe. Mais il a été la boussole de Tottenham."



Lionel Messi (Barcelone)

"Messi a atteint les demi-finales et a réalisé une grosse performance à l'aller."

LE FRONT POUR LA SAUVEGARDE DE LA DEMOCRATIE – FSD

Le Président

A

*Monsieur le Secrétaire Général
de l'Assemblée Nationale du Mali
Bamako (Mali)*

Objet : Ecoute sur la situation du Dialogue Politique Inclusif

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre datée du 14 mai 2019 dont l'objet est cité en référence et vous en remercie bien vivement.

Je vous prie en retour, de noter qu'en notre connaissance, et au regard des dispositions du Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale les Commissions générales sont compétentes pour les propositions ou projets de lois relevant de leurs attributions.

Le même Règlement Intérieur stipule que « L'Assemblée Nationale peut constituer, en outre des Commissions spéciales ou d'enquête pour un objet déterminé. La délibération portant création d'une commission spéciale ou d'enquête fixe la durée ainsi que la procédure à suivre pour la nomination de ses membres. La fonction de président ou de rapporteur desdites commissions revient de droit à l'opposition »

A notre connaissance la Commission des Lois Constitutionnelles, de la Législation, de la Justice, des Droits de l'Homme et des Institutions de la République qui nous invite à une écoute n'a pas été saisie dans le respect de ces textes.

Par conséquent nous ne saurions nous associer à une violation de la Loi en répondant à un questionnaire élaboré par une Commission illégalement saisie.

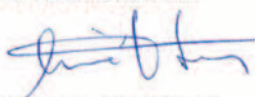
Il s'y ajoute qu'une lettre du 14 mai 2019 de Monsieur le Président de la République ayant pour objet « Invitation à soumettre des propositions relatives à la tenue du dialogue politique inclusif » nous invite à « envoyer (nos) propositions au bureau du Premier ministre, Chef du Gouvernement ».

Vous conviendrez dès lors que l'Assemblée Nationale n'est pas dans son rôle et que nous sommes contraints, dans notre souci de respecter la légalité, de décliner votre invitation.

Veillez croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'expression de mes sentiments distingués.

Bamako le 21 Mai 2019

Le Président du FSD



Hon. Soumaila Cissé

Grand Officier de l'Ordre National du Mali



CABINET DU CHEF DE FILE DE L'OPPOSITION POLITIQUE

Bamako, le 21 Mai 2019

Le Chef de File

N°2105-19/CCFOP

Objet : Invitation à soumettre des propositions relatives à la tenue du dialogue politique inclusif

Monsieur le Président de la République,

Nous avons l'honneur d'accuser bonne réception de votre lettre datée du 14 mai 2019 et de vous remercier pour vos bons vœux de Ramadan. Nous vous prions en retour de bien vouloir accepter les nôtres pour un Mali reconcilié et en paix.

Sur le « dialogue politique inclusif », nous voudrions attirer votre attention sur les mesures indispensables à prendre pour assurer l'inclusivité réelle du processus. Parmi celles – ci, l'organe de pilotage et son premier responsable doivent faire l'objet d'une attention particulière et d'un large consensus.

A cet égard il me plait de vous rappeler les termes de la lettre du 08 mars signé par Monsieur Tiebilé DRAME avec mon assentiment «D'où la nécessité de désigner, tel que convenu avec Soumaila Cissé, dans un bref délai, une équipe restreinte de Sherpas. Cette équipe sera chargée de préparer vos décisions et de vous proposer un document de projet de la rencontre nationale : termes de référence (thèmes du Forum, format, durée, facilitateur, etc....) ... »

En espérant que ces propositions rencontreront votre agrément et en vous réaffirmant notre totale disponibilité pour la réussite du Dialogue, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre totale disponibilité.

Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA
Président de la République
Koulouba (Bamako – Mali)


Hon. Soumaila Cissé
Grand Officier de l'Ordre National du Mali



Badalabougou SEMA Rue 148, Porte F/118 Bamako Rép. du Mali
Tél.: (+223) 44 90 46 11 / **E-mail: ccfopposition@gmail.com**

PRÉSIDENTICE
DE LA
RÉPUBLIQUE

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi



Bamako, le 14 MAI 2019

Le Président de la République

N° 000222 PRM

Objet : Invitation à soumettre des propositions relatives à la tenue du dialogue politique inclusif

Monsieur le Président,

Il me plaît tout d'abord de vous adresser mes vœux les meilleurs pour un Ramadan de paix et de grâce divine, à vous, personnellement, à votre famille, mais également à l'ensemble des membres de votre regroupement politique.

Faisant suite à mon adresse à la Nation du 16 avril 2019, je ferais prendre, très prochainement, toutes les dispositions nécessaires à la conduite du dialogue politique inclusif.

Il est souhaitable que ce dialogue soit organisé dans une démarche participative et inclusive, notamment dans l'élaboration des termes de référence qui serviront à orienter et encadrer les travaux. A cet effet, je vous prie de me faire parvenir les propositions de votre regroupement politique, quant au format et au contenu du dialogue, au plus tard le 21 mai 2019 à 17 heures.

Un Comité de pilotage dirigé par un *Facilitateur principal* sera mis en place pour conduire les travaux du dialogue. En attendant sa mise en place, vous pourrez envoyer vos propositions au bureau du Premier ministre, Chef du Gouvernement.

Les propositions reçues seront analysées par le Comité de pilotage et un projet de termes de référence sera élaboré et partagé avec toutes les forces vives de la Nation.

Le dialogue politique inclusif est bien plus qu'un événement, c'est pourquoi, j'attache une importance particulière aux réflexions déjà menées et celles à venir.

Tout en vous souhaitant bonne réception de la présente lettre, je vous prie de croire en l'expression de ma disposition entière à l'écoute et à une collaboration franche.


Ibrahim Boubacar KEITA

**Hon. Soumaila Cissé, Chef de file opposition,
Président de l' URD
Bamako**



DIKO OULOQUEM
ASSEMBLEE NATIONALE
SECRETARIAT GENERAL



N° /SG-AN-RM

282

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

Bamako, le 14 MAI 2019

Le Secrétaire Général

Monsieur le Président du FSD

- BAMAKO -

Objet : Ecoute sur la Situation du Dialogue Politique Inclusif

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que la Commission des Lois Constitutionnelles, de la Législation, de la Justice et des Institutions de la République souhaite **vous** entendre **le mardi 21 mai 2019 à 10 heures** sur la situation citée en objet, dans la salle de ladite commission.

Je vous serai reconnaissant des dispositions que vous voudriez bien prendre à cet effet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pièces Jointes : Questionnaire



Modibo SIDIBE

Chevalier de l'Ordre National

Recu ce jour 15/05/2019
à 12H43

ASSEMBLEE NATIONALE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

**COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES,
DE LA LEGISLATION, DE LA JUSTICE, DES DROITS
DE L'HOMME ET DES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE**



Le Dialogue Politique Inclusif

QUESTIONNAIRE

A Monsieur le Président du FSD

- 1- Selon vous, quel doit être le cadre du dialogue politique inclusif et qui doivent y participer ?
- 2- Que faut-il faire pour arriver à une vraie réconciliation nationale ?
- 3- Quelle est votre appréciation de l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger ?
- 4- Quelle politique de défense et de sécurité faut-il pour le Mali aujourd'hui ?
- 5- Quelle appréciation faites-vous de la collaboration des forces étrangères (MINUSMA, BARKHANE, G5 SAHEL ...) et les FAMA ?
- 6- Quelles sont vos propositions par rapport aux réformes institutionnelles et administratives ?
- 7- Avez-vous d'autres préoccupations particulières ?

N.B : Les réponses écrites sont exigées.

Bamako, le 13 mai 2019

LA COMMISSION





Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre esprit sera extrêmement fécond aujourd'hui, riche en idées nouvelles. Ce sera d'autant plus le cas si vous travaillez dans le domaine créatif ou artistique. Il vous faudra sans doute lutter pour faire accepter vos idées, mais en définitive vous obtiendrez gain de cause.

Vous pourrez avoir totalement confiance en votre intuition ce vendredi pour trouver les meilleures affaires et placements pour votre argent. Si vous êtes en démarche pour acquérir un bien immobilier, quelques contretemps sont à prévoir.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Si vous êtes commercial, cette journée vous permettra d'atteindre largement vos objectifs. En effet, sous la protection de la Lune, vous saurez très bien vendre vos produits. Vos arguments feront mouche. Vous pourrez même décrocher de gros contrats.

Si vous avez besoin d'un four, d'une friteuse, d'un aspirateur, ou de tout autre appareil du même style, votre choix se portera en priorité sur un modèle d'exposition. De cette manière, ami Taureau, vous serez certain de réaliser une très bonne affaire.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous travaillerez avec application et endurance, ne cherchant pas à aller plus vite que la musique. Vous suivrez votre rythme, tout en étant très investi dans ce que vous ferez. Ainsi, vous ne sentirez pas la fatigue et vous ne compterez pas vos heures.

Il sera important de bien vous informer avant de mettre vos plans à exécution. Votre but sera de réaliser une bonne affaire, de gagner de l'argent, mais certainement pas d'en perdre. D'où l'intérêt de prendre votre temps avant de vous engager.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les relations avec la hiérarchie peuvent être insuffisantes et entraîner des difficultés. L'ambiance demeure tendue, car les problématiques s'accumulent et ne sont pas réglées. De la mauvaise foi s'invite dans vos échanges professionnels, ce qui les dégrade.

Vous avez l'impression de travailler pour payer les charges. L'absence de loisirs pèse sur le moral. Pour remédier à cela, vous tentez de faire des affaires, par les soldes ou chiner dans un marché. Vous pouvez flâner et peu dépenser par crainte d'en manquer.



Lion (22 juillet - 23 août)

L'ambiance entre collègues s'améliorera très nettement aujourd'hui et la bonne volonté, de part et d'autre, vous permettra de concourir vers vos objectifs communs. Quelques contrariétés d'ordre privé pourront créer en vous une perturbation qui ne sera que passagère.

Vous pourriez percevoir une certaine somme d'argent provenant d'une vente immobilière ou de votre famille, par legs ou donation. Quelques blocages administratifs pourront temporairement compliquer la réception de cette somme.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Dans votre travail, ce sera du chacun pour soi aujourd'hui ! Entre vous et vos collègues, il n'y aura plus de camaraderie. Tout cela pour un poste important à forte rémunération... De l'énergie et de l'autorité, voilà ce que vous apportera Mercure.

Vous quitterez votre emploi pour exercer une activité commerciale... Dans quelques mois, votre conjoint vous rejoindra dans cette aventure. Vous ne regretterez pas d'avoir conservé des amis qui exercent leurs talents dans le milieu de la finance.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous serez enclin à ne rien lâcher et à agacer les autres par votre volonté d'aller au bout des choses. Mais cela fera votre affaire parce que vous terminerez le travail qu'un collègue aura laissé inachevé. Votre professionnalisme sera bien noté.

Soyez prudent. Votre enthousiasme masquera une réalité financière. Vous ne pourrez pas vous permettre la dépense ou l'investissement en cours de négociation. Les conséquences sur votre budget pourraient être désastreuses à long terme. Réfléchissez-y !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un travail très harassant peut vous être donné et vous ne savez pas dire non. Le courage vous anime spécialement. Aujourd'hui le climat est favorable à des échanges entre collaborateurs en qui vous avez investi de la confiance et ils vous le rendent bien.

Il ne faut pas passer la charrue avant les boeufs. Vous pourriez dépenser à outrance juste par spontanéité ou générosité au risque de vous retrouver sans un sou avant la fin du mois. Des élans de gentillesse peuvent occasionner des frais qui sont regrettables.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La providence astrale sera à vos côtés aujourd'hui. Si vous êtes à la recherche d'un emploi, ou simplement en quête de changement, une opportunité intéressante se présentera. Il est toutefois primordial que vous n'hésitez pas trop longtemps avant d'accepter au risque qu'elle ne vous file entre les doigts.

Si vous traversez actuellement une période de difficulté financière, sachez qu'une aide provenant de votre famille ou d'un organisme social vous sera apportée. Il est toutefois essentiel que vous utilisiez cet argent de façon rationnelle au risque que les problèmes recommencent.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Ami Capricorne, si vous occupez un poste d'exécutant, on pourra vous proposer aujourd'hui de vous affecter à un poste de responsable. Vous demanderez presque que l'on vous pince pour être sûr que vous ne rêvez pas... Remis de vos émotions, vous direz oui !

Vos comptes bancaires fonctionneront sur le principe des vases communicants. Aujourd'hui, à travers de multiples virements permanents, votre compte courant va approvisionner vos placements bancaires. Le montant de votre épargne va encore augmenter.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Il ne sera pas question de mettre en porte-à-faux un de vos collègues, mais il sera exclu de porter le chapeau pour une erreur que vous n'aurez pas commise. Très embarrassé par cette affaire, vous réagirez intelligemment en discutant directement avec lui.

Prudent, Mercure en Cancer oblige, vous attendrez d'avoir le feu vert ou que cette somme soit bien versée sur votre compte, avant de valider cette commande en attente. Le montant sera trop important pour que vous puissiez l'effectuer sans cet aval.



Poisson (19 février - 21 mars)

Des collègues sont aux abonnés absents et présentent une démotivation qui contamine le service. L'ambiance sur le lieu de travail a des airs de laisser-aller et cela vous affecte. Un manque de motivation se fait sentir et vous espérez trouver un autre poste.

On vous influence pour dépenser, n'écoutez pas les avis des uns et des autres. Optez pour la récupération ou de bonnes affaires. La sagesse est recommandée parce que les charges sont importantes, compte tenu des revenus. Mais la stabilité se maintient.

**PLUS DE DÉBIT
AUX MÊMES PRIX**

Malitel

Proche de vous



DE L'ADSL HAUT DÉBIT EN ILLIMITÉ
jusqu'à **20 MBIT/S** à partir de 9900 FCFA / mois.

Rendez- vous dans nos agences

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official